

Chronique Eco

La réindustrialisation de l'Afrique a-t-elle commencé ? L'Afrique nouvelle usine du Monde

P 16

240 ASSIETTES FONCIÈRES IDENTIFIÉES DANS 19 WILAYAS

Un nouveau cap pour les projets touristiques

Le gouvernement entend donner une nouvelle impulsion au développement du tourisme en faisant du foncier économique un moteur de l'investissement. C'est dans cette optique que la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé une réunion de coordination consacrée à l'évaluation du foncier destiné aux projets touristiques. Organisée au siège du ministère en présence des cadres de l'administration centrale et des responsables de l'Agence nationale du foncier touristique (ANFT), cette rencontre a permis de dresser un état des lieux de la mobilisation des assiettes foncières. P 3



DE L'IMMENSE POTENTIEL À LA CONCRÉTISATION DES PROJETS...

Les défis de l'énergie solaire en Algérie

L'Algérie dispose de l'un des plus importants potentiels solaires au monde. Pourtant, le véritable défi ne réside plus dans l'abondance de la ressource, mais dans la capacité à convertir cet avantage naturel en projets viables, financés et intégrés au réseau électrique. C'est en effet le principal enseignement d'une analyse publiée par la revue spécialisée « PV Magazine », à la suite d'une rencontre organisée par la Middle East Solar Industry Association (MESIA), consacrée aux perspectives du marché solaire algérien.

P 2

PROJET MINIER DE TALA
HAMZA-AMIZOUR

Les opérations d'indemnisation touchent à leur fin

Le suivi du projet stratégique de la mine de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour se poursuit à Béjaïa, où les autorités locales entendent accélérer les différentes étapes de sa concrétisation tout en veillant au respect des droits des citoyens concernés. Dans ce cadre, le wali de Béjaïa, Kamel Eddine Karbouche, a effectué, hier, une nouvelle visite de terrain à la base de vie du projet afin d'évaluer l'état d'avancement de l'opération d'indemnisation des propriétaires fonciers du village d'Aït Bouzid, dans la commune de Tala Hamza.

P 5

COOPÉRATION ALGÉRO-LIBYENNE DANS LE SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

Vers un renforcement du partenariat dans la gestion des ressources en eau

L'Algérie et la Libye ont réaffirmé, hier à Alger, leur volonté de renforcer leur coopération bilatérale dans le domaine des ressources en eau, à travers l'élaboration d'un mémorandum d'entente couvrant plusieurs axes stratégiques, dont le dessalement de l'eau de mer, l'irrigation agricole, la gestion des ressources hydriques et la formation.

P 3

MOUVEMENT DANS LE CORPS DES WALIS

Kamel Eddine Kherbouche, nouveau wali de Constantine P 2

TECHNOLOGIES AGRICOLES

Une délégation d'experts internationaux en visite en Algérie P 3

OUARGLA

D'importantes actions pour améliorer l'AEP P 6

TECHNOLOGIES AGRICOLES
Une délégation d'experts internationaux en visite en Algérie

Une délégation d'experts de l'Alliance Biodiversity International et du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), a effectué, au cours de cette semaine, une visite en Algérie afin d'explorer les voies et moyens de renforcer la coopération en matière d'innovation et des technologies agricoles, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Dans le cadre de cette visite, le ministère a reçu, lundi dernier, la délégation de l'Alliance, dont le siège est établi à Rome (Italie), en présence de cadres du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi que du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Cette rencontre intervient en préparation de l'atelier de concertation "AgriTech 4 Algeria", destiné aux start-up et aux incubateurs d'entreprises spécialisés dans les technologies agricoles en Algérie. Cet atelier est prévu en octobre prochain à Alger, en collaboration avec le ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. La délégation s'est également rendue à l'Ecole nationale supérieure de l'agronomie (ENSA), où plusieurs rencontres ont été tenues avec les responsables de l'incubateur de l'Ecole, ainsi qu'avec plusieurs start-up et porteurs de projets innovants. La délégation s'est également rendue, dans le cadre de la même visite, au siège de l'accélérateur public "Algeria Venture", où elle s'est enquis des principales missions de l'entreprise et de ses programmes d'accélération spécialisés. Les discussions ont également porté sur les perspectives de coopération et de partenariat futures dans ce domaine stratégique, conclut le communiqué.

APS

DE L'IMMENSE POTENTIEL À LA CONCRÉTISATION DES PROJETS...

Les défis de l'énergie solaire en Algérie

L'Algérie dispose de l'un des plus importants potentiels solaires au monde. Pourtant, le véritable défi ne réside plus dans l'abondance de la ressource, mais dans la capacité à convertir cet avantage naturel en projets viables, financés et intégrés au réseau électrique. C'est en effet le principal enseignement d'une analyse publiée par la revue spécialisée « PV Magazine », à la suite d'une rencontre organisée par la Middle East Solar Industry Association (MESIA), consacrée aux perspectives du marché solaire algérien.

Par Zahir R.

Longtemps présentée comme un pays doté d'un potentiel solaire exceptionnel grâce à un ensoleillement abondant, de vastes espaces disponibles et une proximité géographique avec le marché européen, l'Algérie entre aujourd'hui dans une nouvelle phase de son développement énergétique. Selon l'analyse publiée par PV Magazine, le débat ne porte plus aujourd'hui sur les ressources naturelles du pays, mais sur sa capacité à transformer ce potentiel en projets bancables, techniquement réalisables et capables d'attirer durablement les investisseurs. Pour les experts réunis par la Middle East Solar Industry Association (MESIA), le succès de la transition énergétique algérienne dépendra désormais de plusieurs facteurs structurels à savoir la qualité du cadre réglementaire, la conception des appels d'offres, la disponibilité des infrastructures de transport d'électricité, ainsi que la capacité du pays à mobiliser les financements nécessaires pour concrétiser ses ambitions.

Le solaire, un levier de valorisation du gaz naturel

L'analyse a souligné que la transition énergétique en Algérie répond à une logique différente de celle observée dans d'autres pays d'Afrique du Nord. Elle s'appuie sur un modèle où le gaz naturel demeure au cœur de son système énergétique. Dans ce contexte, le développement du solaire apparaît davantage comme un moyen de préserver les ressources gazières destinées à l'exportation ou à des usages industriels à plus forte valeur ajoutée que comme une simple réponse aux impératifs climatiques. Selon Boukhalfa Yaici, directeur de l'Algeria Green Energy Cluster, chaque mégawattheure produit à partir du solaire ou de l'éolien représente autant de gaz naturel économisé. Les énergies renouvelables deviennent ainsi un instrument de souveraineté énergétique, de diversification du mix électrique et d'amélioration de la compétitivité des exportations énergétiques dans un contexte mondial marqué par la décarbonation. Il est à rappeler que l'Algérie s'est fixé un objectif de 15 GW de capacités photovoltaïques, dont environ 3,2 GW sont actuellement en cours de réalisation dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux. Toutefois, l'article rappelle que près de 99 % de la

production nationale d'électricité provient encore du gaz naturel, tandis que la consommation intérieure continue de progresser. Dans ces conditions, le véritable enjeu n'est plus l'ambition affichée, mais la rapidité de mise en œuvre des projets, leur financement et la capacité des institutions à assurer leur exécution dans les délais. L'analyse estime que le modèle actuellement privilégié, reposant principalement sur des projets financés et portés par Sonelgaz avant leur réalisation par des entreprises EPC, a permis de lancer les premiers programmes. Néanmoins, cette approche fait peser l'essentiel du financement sur les finances publiques. Pour franchir une nouvelle étape, les experts estiment que le recours à des producteurs indépendants d'électricité (IPP), à des contrats d'achat d'électricité de longue durée (PPA) et à des mécanismes de rémunération plus lisibles pourrait favoriser une plus grande mobilisation des capitaux privés. Par ailleurs, "PV Magazine" considère que la réussite du programme solaire dépendra de l'amélioration de l'environnement des affaires. L'accès au foncier, les procédures d'autorisation, les délais de raccordement au réseau électrique, la transparence des appels d'offres ainsi que la stabilité du cadre réglementaire constituent autant d'éléments déterminants pour sécuriser les investissements sur des projets dont la durée de vie dépasse généralement vingt à trente ans. La même analyse souligne que la disponibilité des infrastructures électriques représente un facteur décisif. Les régions disposant du plus fort potentiel solaire étant souvent éloignées des principaux centres de consommation, le renforcement du réseau de transport, la construction de nouvelles sous-stations et le développement de capacités de stockage devront accompagner le déploiement des centrales photovoltaïques.

Le stockage, un maillon stratégique

Les participants à la rencontre organisée par la MESIA ont estimé que les batteries deviendront progressivement un élément incontournable du système électrique algérien. Ces équipements permettront de stabiliser le réseau, de mieux gérer les pics de consommation et d'améliorer l'intégration des énergies renouvelables intermittentes. Le stockage pourrait également jouer un rôle ma-

jeur dans le développement de zones industrielles alimentées par une énergie propre ainsi que dans les futurs projets photovoltaïques implantés dans les régions désertiques. L'étude met également l'accent sur la politique de contenu local engagée par les autorités algériennes. Si le programme national prévoit un taux minimal de 35 % d'intégration locale, les experts estiment que cet objectif ne produira ses effets que s'il s'accompagne d'un véritable développement industriel. L'enjeu dépasse la simple participation des entreprises nationales aux chantiers. Il s'agit de construire une filière capable de développer des compétences en ingénierie, de former une main-d'œuvre qualifiée, de structurer une chaîne locale de fournisseurs et, à terme, de favoriser l'émergence d'une industrie nationale des équipements solaires. Enfin, l'analyse a rappelé que les ambitions de l'Algérie dans le domaine de l'hydrogène vert dépendront directement de la réussite du programme photovoltaïque national. Selon les experts, le développement de cette nouvelle filière nécessitera les mêmes prérequis : une production abondante d'électricité renouvelable à faible coût, un cadre d'investissement attractif, des infrastructures électriques performantes et une coopération internationale durable.

MOUVEMENT
DANS LE CORPS DES WALIS

Kamel Eddine Kherbouche, nouveau wali de Constantine

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier, un décret présidentiel portant fin de fonctions de M. Abdelkhalek Sayouda en qualité de wali de Constantine et nomination de son successeur, indique un communiqué des services de la présidence. En vertu de ce décret, M. Kamel Eddine Kherbouche, wali de Béjaïa, a été nommé wali de Constantine. Le chef de l'État a également chargé le secrétaire général de la wilaya de Béjaïa, M. Yahiaoui Saïd, d'assurer l'intérim de la gestion des affaires de cette wilaya, en attendant la désignation d'un nouveau wali.

Z R.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2 - UNIVERSITÉ APPLIQUÉE AL-BALQA DE JORDANIE

Signature d'un protocole d'accord

L'Université Oran 2 Mohamed-Benahmed et l'Université appliquée Al-Balqa de Jordanie ont signé, récemment, un protocole d'accord visant à instaurer une coopération institutionnelle durable dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a indiqué, hier, l'université algérienne dans un communiqué. La signature de cet accord s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Université Oran 2, qui vise à élargir son réseau de partenariats internationaux et à renforcer sa présence

académique aux niveaux régional et international, a précisé la même source. Le protocole d'accord a été signé à distance par le recteur de l'Université d'Oran 2 Mohamed-Benahmed, le professeur Ahmed Chahal, et le président de l'Université appliquée Al-Balqa, le professeur Ahmed Fakhri Al-Ajlouni. Cette initiative traduit la volonté commune des deux établissements universitaires de renforcer leur coopération académique et scientifique, de favoriser les échanges d'expertise et de servir leurs intérêts communs. L'accord prévoit le dévelop-

pement de la coopération dans plusieurs domaines d'intérêt commun, notamment l'échange d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants, le développement et la réalisation de projets de recherche conjoints, l'organisation de conférences, colloques et séminaires scientifiques, le partage des expériences et des bonnes pratiques académiques et administratives. Il porte également sur l'organisation d'activités culturelles et sportives communes, le soutien aux initiatives conjointes dans les domaines de l'innovation, de l'entrepreneu-

riat et de la coopération internationale. Cet accord s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Université Oran 2 Mohamed Benahmed pour consolider sa position au sein de l'espace académique international, à travers la conclusion de partenariats de qualité avec des établissements universitaires de renom. Il contribuera ainsi à améliorer la qualité de la formation et de la recherche scientifique, à renforcer la mobilité académique et à soutenir les objectifs de développement durable, ajoute le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

240 ASSIETTES FONCIÈRES IDENTIFIÉES DANS 19 WILAYAS

Un nouveau cap pour les projets touristiques

Le gouvernement entend donner une nouvelle impulsion au développement du tourisme en faisant du foncier économique un moteur de l'investissement. C'est dans cette optique que la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé une réunion de coordination consacrée à l'évaluation du foncier destiné aux projets touristiques. Organisée au siège du ministère en présence des cadres de l'administration centrale et des responsables de l'Agence nationale du foncier touristique (ANFT), cette rencontre a permis de dresser un état des lieux de la mobilisation des assiettes foncières et de fixer de nouvelles orientations pour accélérer la concrétisation des investissements.

Par Réda Hadi

Dès l'ouverture des travaux, la ministre a rappelé que les plus hautes autorités du pays accordent une importance particulière à l'accélération de la mobilisation du foncier économique et à sa mise effective à la disposition des investisseurs. Selon elle, la réussite de la stratégie nationale de développement touristique dépend avant tout de la disponibilité d'un foncier aménagé et juridiquement sécurisé, capable d'accueillir rapidement les projets portés par les investisseurs publics et privés. Houria Meddahi a souligné que le développement du tourisme national, notamment du tourisme intérieur et du tourisme saharien, constitue désormais un axe majeur de diversification de l'économie. Elle a insisté sur la nécessité de créer une offre touristique compétitive, répondant aux attentes des visiteurs tout en favorisant des prix accessibles. La ministre a également mis en avant le rôle de la numérisation dans l'amélioration du climat des affaires, grâce notamment à la plateforme numérique de l'investisseur développée en coordination avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Au cours de la réunion, les responsables de l'ANFT ont présenté un bilan détaillé des disponibilités foncières. L'agence a identifié 240 assiettes foncières destinées à accueillir des projets touristiques. Réparties sur 30 zones et sites touristiques dans 19 wilayas, ces terrains couvrent une large diversité de

vocations : balnéaire, thermale, montagneuse, climatique et saharienne. Les responsables ont également indiqué que 31 assiettes foncières ont déjà été intégrées à la plateforme numérique de l'investisseur. Parmi elles, 21 ont été attribuées à des porteurs de projets dans plusieurs wilayas, notamment Annaba, Aïn Defla, Djelfa, Aïn Témouchent, Djanet et El Oued. Des résultats jugés encourageants, mais encore insuffisants au regard des ambitions affichées pour faire du tourisme un secteur créateur de richesse et d'emplois. La ministre a estimé que l'ANFT devait accélérer la cadence afin de répondre aux objectifs fixés par les pouvoirs publics. Elle a rappelé les missions stratégiques confiées à cet établissement public, chargé non seulement d'identifier et de protéger le foncier touristique, mais également d'assurer l'aménagement des zones d'expansion touristique à travers leur raccordement aux réseaux d'eau, d'électricité, de gaz et d'assainissement. L'agence est aussi appelée à élaborer les plans d'aménagement touristique permettant la réalisation d'hôtels, de complexes intégrés, de stations thermales, de villages touristiques et d'infrastructures de loisirs adaptées aux spécificités de chaque région. Pour donner un nouvel élan au secteur, Houria Meddahi a ordonné l'achèvement rapide de l'inventaire du foncier touristique et la mise à jour de sa situation juridique et technique. Elle a également demandé d'accélérer les travaux d'aménagement des

zones d'expansion touristique, d'identifier les contraintes freinant les investissements et d'élaborer une cartographie nationale des projets touristiques afin d'améliorer la visibilité des opportunités offertes aux investisseurs. La ministre a également plaidé en faveur de modèles d'investissement plus souples et moins consommateurs de foncier. Les minivillages touristiques, les écolodges, les campings familiaux ou encore les petites structures d'hébergement figurent parmi les projets appelés à être encouragés afin d'élargir rapidement l'offre nationale, notamment dans les régions sahariennes, montagneuses et côtières. Enfin, elle a insisté sur l'organisation de visites de terrain en coordination avec les autorités locales afin de vérifier la situation des différentes assiettes foncières et d'établir une liste des projets prioritaires dont l'aménagement devra être inscrit dans le cadre du projet de loi de finances 2027. À travers cette démarche, les pouvoirs publics ambitionnent de transformer le foncier touristique en un véritable outil de développement économique. L'objectif est de favoriser l'émergence de projets créateurs de valeur ajoutée, de soutenir l'emploi local, de renforcer l'attractivité des territoires et de consolider la compétitivité de la destination Algérie, dont les atouts naturels, culturels et patrimoniaux offrent un potentiel encore largement sous-exploité.

COOPÉRATION ALGÉRO-LIBYENNE DANS LE SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

Vers un renforcement du partenariat dans la gestion des ressources en eau

Synthèse Z R.

L'Algérie et la Libye ont réaffirmé, hier à Alger, leur volonté de renforcer leur coopération bilatérale dans le domaine des ressources en eau, à travers l'élaboration d'un mémorandum d'entente couvrant plusieurs axes stratégiques, dont le dessalement de l'eau de mer, l'irrigation agricole, la gestion des ressources hydriques et la formation. Cette démarche intervient à l'issue d'une réunion technique élargie présidée par le secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, Omar Bougueroua, tenue dans le cadre de la visite de travail effectuée en Algérie par le ministre libyen des Ressources en eau, Hosni Mohamed Oweidan. La rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, a réuni des cadres de l'administration centrale, des représentants des établissements et organismes relevant du secteur de l'hydraulique, ainsi que les membres de la délégation libyenne. Elle s'inscrit dans le cadre de la volonté commune des deux pays de consolider leur coopération bilatérale et de promouvoir l'échange d'expertises et d'expériences afin de relever les défis liés à la sécurité hydrique

et de contribuer au développement durable. À cette occasion, la délégation libyenne, conduite par le directeur du Bureau de la coopération internationale au ministère libyen des Ressources en eau, Mokhtar Al-Fitouri Radi Salam, a suivi une présentation détaillée de l'expérience algérienne en matière de gestion des ressources en eau. Cette présentation a porté sur les principales réalisations enregistrées dans le secteur, les mécanismes de planification et les études adoptés, ainsi que sur les programmes stratégiques relatifs au dessalement de l'eau de mer, à l'alimentation en eau potable, à l'assainissement et à l'irrigation agricole. Les responsables algériens ont également mis en avant les progrès accomplis par l'Algérie en matière de sécurité hydrique et de gestion durable des ressources en eau, grâce notamment au développement des infrastructures de dessalement et à la modernisation des systèmes d'approvisionnement et d'assainissement. De son côté, le directeur du Bureau de la coopération internationale au ministère libyen des Ressources en eau a salué le niveau de coopération existant entre les deux pays et les avancées réalisées par l'Algérie, no-

tamment dans les domaines du dessalement de l'eau de mer et de la réutilisation des eaux usées épurées dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. Il a, en outre, exprimé le souhait de la Libye de tirer profit de l'expérience algérienne et d'élargir les perspectives de coopération et d'échange d'expertises entre les deux pays. Au terme de la réunion, les deux parties sont convenues d'engager l'élaboration d'un projet de mémorandum d'entente définissant le cadre général de leur coopération. Ce document devra porter sur six axes prioritaires, notamment le dessalement de l'eau de mer, l'irrigation agricole, la gestion des ressources hydriques, la formation, l'échange d'expertises ainsi que le développement de la coopération technique et institutionnelle. Les deux parties ont enfin réaffirmé leur engagement à poursuivre la coordination et les concertations, à intensifier les échanges d'expériences réussies et à renforcer leur partenariat, en vue de consolider la sécurité hydrique, de promouvoir le développement durable et de traduire la volonté des dirigeants des deux pays d'élever la coopération algéro-libyenne à un niveau supérieur.

DOMICILIATION DES OPÉRATIONS D'EXPORTATION La Banque d'Algérie fixe un délai de 48 heures

La Banque d'Algérie a fixé à 48 heures le délai maximal de domiciliation des opérations d'exportation de biens et de services, à compter de la réception d'un dossier complet, en vertu d'une note adressée, mardi, aux banques, s'inscrivant dans le cadre des mesures prises pour la promotion et la facilitation des exportations. Dans cette nouvelle note, la Banque d'Algérie précise que "les banques intermédiaires agréées doivent prioriser les dossiers d'exportation en simplifiant leurs circuits internes de traitement, tout en garantissant le respect strict de ce délai", soulignant que "tout retard non justifié exposera la banque aux mesures de contrôle strictes prévues par la réglementation en vigueur". Parallèlement, la Banque d'Algérie insiste sur la nécessité d'une "vigilance renforcée" au niveau des banques en matière de commerce extérieur. A cet effet, celles-ci doivent "s'assurer de la régularité et de la cohérence des dossiers soumis, de veiller au respect strict des obligations de rapatriement des recettes d'exportation et de se conformer rigoureusement au dispositif légal relatif à la prévention du blanchiment d'argent et des infractions à la législation des changes".

R E.

AGRICULTURE 618 exploitations raccordées au réseau d'électricité à Tébessa

Un total de 618 exploitations agricoles a été raccordé au réseau d'électricité dans la wilaya de Tébessa depuis le lancement de ce programme en 2022 à ce jour, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Dans une déclaration à l'APS, la chargée de communication de cette direction, Nardjes Benarfa, a précisé que la concrétisation de cet important programme de développement a requis une enveloppe financière estimée à 3,2 milliards DA et un réseau de lignes électriques de 432,35 km touchant la majorité des communes de la wilaya. L'opération s'inscrit dans le cadre du programme tracé par le groupe Sonelgaz en coordination avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche en application des orientations des autorités supérieures du pays et visant l'encouragement et le développement de l'activité agricole, a indiqué Mme Benarfa relevant que ce programme a été entièrement concrétisé et mis en exploitation. La même source a ajouté que 1.888 autres exploitations agricoles recensées sont concernées par le raccordement au réseau d'électricité, a encore ajouté la même source indiquant qu'une étude technique pour leur raccordement à cette énergie a été élaborée et les travaux seront lancés dès le parachèvement des procédures par la direction des services agricoles.

APS

GENDARMERIE NATIONALE
Lancement de ses comptes officiels sur les réseaux sociaux.

Le Commandement de la Gendarmerie nationale a annoncé, mercredi dans un communiqué, le lancement de ses comptes officiels sur les réseaux sociaux, sous l'appellation "Gendarmerie nationale algérienne", dans le cadre d'une initiative visant à renforcer les ponts de communication avec les citoyens. A travers ces pages officielles sur les plateformes Facebook, Instagram, et TikTok, le public pourra "accéder aux différentes activités et missions assurées par la Gendarmerie nationale, ainsi qu'aux communiqués officiels, outre les actions de sensibilisation", et ce, en vue de "fournir une information précise et fiable", selon la même source. "Le lancement de la chaîne officielle de la Gendarmerie nationale algérienne sur les plateformes Youtube et X sont en cours", précise le communiqué, ajoutant que "l'ouverture de ses deux chaînes sera annoncée prochainement, en tant qu'espace supplémentaire pour la diffusion du contenu médiatique, documentaire, et de sensibilisation". A cette occasion, le Commandement de la Gendarmerie nationale appelle l'ensemble des citoyens à suivre ses comptes et à "recueillir les informations exclusivement via ses sources officielles, tout en évitant de se laisser entraîner par les fausses informations ou les pages usurpant l'identité de l'institution", conclut le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
IFAG Higher Institute obtient la certification ISO 9001

IFAG Higher Institute annonce l'obtention de la certification ISO 9001, la norme internationale de référence en matière de systèmes de management de la qualité. Cette certification a été obtenue dans le cadre du programme du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS) visant à accompagner les établissements d'enseignement supérieur dans le développement d'une culture de la qualité conforme aux standards internationaux. Avec cette reconnaissance, IFAG Higher Institute devient le sixième établissement d'enseignement supérieur en Algérie à obtenir la certification ISO 9001, confirmant son engagement en faveur de la qualité académique et de l'amélioration continue.

En tant qu'acteur de l'enseignement supérieur privé en Algérie, IFAG Higher Institute place la qualité au cœur de son projet institutionnel. Cette certification traduit une organisation fondée sur la maîtrise des processus, l'amélioration

TRAVAUX PUBLICS
Lancement d’un programme de formation sur le projet d’extension du port de Djen Djen

La première session du programme de formation sur le projet d'extension du port de Djen Djen (Jijel), encadrée par des experts italiens, a débuté mardi à Alger, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. Ce programme de formation s'inscrit dans le cadre des engagements contractuels du groupement italien Alitamar, qui chapeaute la réalisation de l'étude d'extension du port de Djen Djen, pré-

cise le communiqué. La cérémonie de lancement de cette session s'est déroulée à l'Ecole supérieure de management des travaux publics (ESMTP), sous la supervision du Directeur général de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP), Amar Grine. Cette première session au profit des cadres du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l'ANRIP et du Laboratoire d'études maritimes

(LEM) sera encadrée par des experts du Bureau d'études italien Modimar, chef de file d'Alitamar, selon la même source. A travers ce programme de formation, "l'ANRIP réaffirme son engagement à renforcer les compétences nationales et à ancrer le transfert d'expertises et de connaissances dans les domaines des études, de la planification et de la conception des grands projets portuaires", conclut le communiqué.

APS

ESCROQUERIES EN LIGNE PAR LA FORCE
L’OIM met en garde contre l’essor des réseaux de trafic d’êtres humains

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a lancé une alerte concernant l'industrie criminelle en pleine expansion et pesant plusieurs milliards de dollars qui transforme les demandeurs d'emploi en cybercriminels forcés. Chaque année, des centaines de milliers de personnes sont victimes de trafic humain, attirées par la promesse d'un travail légitime à l'étranger. Elles se retrouvent ensuite séquestrées et contraintes de participer à des escroqueries en ligne. "Nous constatons que des victimes originaires de plus de 80 pays différents sont acheminées vers les centres d'escroquerie, qui opèrent principalement en Asie", a déclaré Amy Pope, directrice générale de

l'OIM, lors d'un point de presse à Genève mardi. Les recruteurs ciblent les personnes qui parlent bien anglais et qui sont souvent diplômées, a expliqué Mme Pope, en publiant sur les réseaux sociaux des offres d'emploi qui semblent ordinaires. Une fois arrivées, les victimes sont enfermées dans des complexes, privées de leurs passeports et de leurs téléphones, et placées sous surveillance constante. Nombre d'entre eux sont battus ou menacés et contraints, par la violence et la servitude pour dettes, à gérer des escroqueries ciblant des personnes dans le monde entier. "Ils subissent souvent des violences physiques ou psychologiques. Ils sont souvent incapables de partir", a-t-elle indiqué. "Les signaux d'alarme sont là pour quiconque prend la peine de les repérer. Ce qui se présente souvent comme une offre d'emploi idéale est tout simplement trop beau pour être vrai", a-t-elle ajouté. L'un des signaux d'alarme identifiés par l'OIM

est le voyage avec un visa de tourisme plutôt qu'un permis de travail, une question que chaque candidat devrait se poser avant son départ. L'agence onusienne insiste sur le fait que les personnes contraintes de se livrer à des escroqueries depuis ces complexes sont des victimes de la traite, et non des criminels, et qu'elles doivent être protégées plutôt que poursuivies en justice. "Nous constatons que de nombreux survivants de la traite sont considérés comme des criminels, alors qu'en réalité, ils sont les victimes de ce crime", a souligné Mme Pope. Bien que les centres d'escroquerie soient basés en Asie, les trafiquants recrutent à l'échelle mondiale via les réseaux sociaux. Entre 2022 et 2025, l'OIM a porté assistance à plus de 3.500 victimes de criminalité forcée en Asie du Sud-Est, originaires de 39 pays, principalement d'Indonésie, d'Inde, du Sri Lanka, d'Ethiopie, du Kenya et du Bangladesh.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Produits		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
		Prix du détail ¹ DA / Kg	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا
	Tomate	79	94	64	الطماطم
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف
	Carotte	92	103	80	الجزر
	Navet	204	228	180	اللفت
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار
	Courgette	86	101	71	الكوسة
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	126	140	112	الخس
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي
	Datte	508	639	376	التمر
	Banane	617	645	589	الموز
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,02	-7,85	6,09	10,14	11156	3 848 820,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,41	-0,25	7,56	7,84	9832	13 784 800,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,05	1,05	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 115,00	2109,00	-0,28	-6,37	-5,13	8,74	8,30	2006	4 230 654,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,84	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,04	6,94	4,22	4,71	0	0,00

PROJET MINIER DE TALA HAMZA-AMIZOUR

Les opérations d’indemnisation touchent à leur fin

Le suivi du projet stratégique de la mine de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour se poursuit à Béjaïa, où les autorités locales entendent accélérer les différentes étapes de sa concrétisation tout en veillant au respect des droits des citoyens concernés. Dans ce cadre, le wali de Béjaïa, Kamel Eddine Karbouche, a effectué, hier, une nouvelle visite de terrain à la base de vie du projet afin d'évaluer l'état d'avancement de l'opération d'indemnisation des propriétaires fonciers du village d'Aït Bouzid, dans la commune de Tala Hamza.

Par Réda Hadi

Cette visite s'inscrit dans le programme de suivi régulier mis en place par les pouvoirs publics pour accompagner la réalisation de ce projet minier considéré comme l'un des plus importants du pays. Sur place, le wali a constaté que l'opération d'indemnisation des propriétaires des terrains concernés est désormais en voie d'achèvement, une étape essentielle avant le lancement de nouvelles phases des travaux. À cette occasion, le chef de l'exécutif de wilaya a présidé une réunion de coordination regroupant l'ensemble des intervenants chargés du dossier. Les discussions ont porté sur l'évolution des procédures administratives, le traitement des dossiers d'indemnisation ainsi que sur les mesures destinées à lever les éventuelles contraintes pouvant ralentir la réalisation du projet. Le wali s'est également enquis des conditions d'accueil des citoyens au niveau de la cellule de suivi installée

spécialement pour accompagner les habitants concernés. Cette structure a pour mission d'informer les propriétaires, de répondre à leurs préoccupations et d'assurer un suivi personnalisé des différentes procédures administratives liées à l'indemnisation. Lors de cette visite, M. Karbouche a reçu plusieurs citoyens venus exposer leurs doléances. Il les a rassurés quant à la volonté des pouvoirs publics de garantir les droits de tous les propriétaires concernés, soulignant que le dialogue et la communication de proximité demeurent au cœur de la démarche adoptée pour accompagner ce projet structurant. Les autorités locales ont réaffirmé leur engagement à traiter chaque dossier dans le respect des dispositions légales afin d'aboutir à une solution équilibrée conciliant intérêt général et préservation des droits des citoyens. Ce suivi intervient alors que le projet de la mine de Tala Hamza-Amizour franchit progressivement des étapes décisives. Les pouvoirs publics accordent une attention particulière à ce

chantier, appelé à renforcer la relance du secteur minier national et à contribuer à la diversification de l'économie hors hydrocarbures. La mine de Tala Hamza est considérée, rappelle-t-on, comme l'un des plus importants gisements de zinc et de plomb en développement dans la région méditerranéenne. Son exploitation doit permettre à l'Algérie de valoriser davantage ses ressources minières, de réduire les importations de concentrés destinés à l'industrie métallurgique et de créer une nouvelle dynamique économique dans la wilaya de Béjaïa. Le projet prévoit également la création de centaines d'emplois directs et indirects durant les phases de construction puis d'exploitation, tout en stimulant le développement d'activités de sous-traitance, de transport et de services au profit des entreprises locales. Les autorités misent ainsi sur cette infrastructure pour favoriser le développement économique de toute la région.

AUTOMOBILE, SANTÉ, BÂTIMENT

Les polymères deviennent incontournables

Par Selma R.

Longtemps associés aux seuls plastiques, les polymères occupent aujourd'hui une place stratégique dans de nombreux secteurs industriels. De l'automobile à la santé, en passant par le bâtiment, l'emballage ou encore le dessalement de l'eau, ces matériaux s'imposent progressivement comme des alternatives performantes aux matériaux traditionnels. En Algérie, la recherche universitaire entend accompagner cette évolution en développant des solutions innovantes adaptées aux besoins de l'industrie nationale. Réunis à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB) à l'occasion d'un colloque national consacré aux polymères innovants, chercheurs et industriels ont mis en lumière le potentiel de ces matériaux. L'événement a rassemblé près de 80 participants issus de 14 établissements universitaires algériens, ainsi qu'une vingtaine de partenaires économiques et industriels. Il a constitué une plateforme d'échange destinée à évaluer les avancées de la recherche et à renforcer les passerelles entre les laboratoires et le tissu économique. Invité de l'émission « Edhahira » de la Télévision algérienne, le recteur de l'USTHB, le professeur Djamal Eddine Akretche,

a souligné que les polymères sont devenus des matériaux indispensables aux industries modernes. « Le polymère est un matériau fondamental et transversal qui s'est substitué à des matériaux classiques comme l'acier, le fer ou encore le bois », a-t-il expliqué. Selon lui, leurs propriétés répondent aujourd'hui aux exigences de nombreux secteurs, qu'il s'agisse du bâtiment, de la médecine, de l'emballage ou encore du génie mécanique. Dans l'industrie automobile, ces matériaux contribuent notamment à l'allègement des composants des véhicules, améliorant ainsi leurs performances énergétiques. Dans le domaine médical, ils entrent dans la fabrication de nombreux dispositifs et équipements, tandis que dans le bâtiment, ils offrent des solutions répondant aux nouvelles exigences de durabilité et de performance. Les progrès de la recherche ouvrent également de nouvelles perspectives dans ce domaine. Les laboratoires de l'USTHB mettent au point des matériaux plus respectueux de l'environnement, conçus à partir de matières naturelles ou recyclées, dans une démarche d'économie circulaire. Le professeur Akretche a indiqué que ces travaux portent notamment sur la conception de « polymères verts » capables d'améliorer l'efficacité énergé-

tique et de servir à la fabrication de membranes destinées au dessalement de l'eau, un domaine stratégique pour l'Algérie. L'innovation s'étend également aux technologies numériques. Selon le recteur, l'intelligence artificielle est désormais mobilisée pour concevoir des polymères répondant à des besoins spécifiques. « L'intelligence artificielle nous permet aujourd'hui de développer des polymères sur demande », a-t-il affirmé, précisant que cette approche ouvre la voie à la fabrication d'emballages intelligents adaptés aux caractéristiques des produits agricoles, alimentaires ou pharmaceutiques. Ces solutions permettent d'améliorer les conditions de conservation, de prolonger la durée de vie des produits et de limiter les pertes liées au gaspillage. Pour le responsable de l'USTHB, ces avancées doivent désormais contribuer directement au développement économique du pays. Il a rappelé que l'Algérie dispose d'un atout important grâce à ses ressources en hydrocarbures, les polymères étant issus de la pétrochimie. « L'Algérie est un grand producteur de pétrole et les polymères sont des sous-produits pétrochimiques. Nous devons valoriser cette richesse en développant notre génie pétrochimique afin de fabriquer lo-

calement des produits à forte valeur ajoutée », a-t-il déclaré. Cette orientation s'inscrit dans la stratégie du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à rapprocher davantage les universités du monde économique. L'objectif est d'identifier les besoins des entreprises afin d'orienter les travaux de recherche vers des solutions directement exploitables par l'industrie. L'USTHB s'est engagée dans cette dynamique en proposant plusieurs formations spécialisées, notamment des masters en polymères et en génie du papier, ainsi que des programmes doctoraux consacrés au développement de nouveaux matériaux. L'établissement accompagne également les étudiants souhaitant transformer leurs projets de recherche en entreprises innovantes grâce à son incubateur et à son Centre de développement de l'entrepreneuriat. Cette dynamique se traduit déjà par des résultats concrets. Pour l'année universitaire 2025-2026, dix projets de startups sont en cours de maturation dans le domaine des polymères, tandis que huit demandes de brevets d'invention ont été déposées, illustrant la volonté de faire de ces matériaux un moteur de l'innovation technologique et industrielle en Algérie.

AÉROPORT "ABANE RAMDANE" DE BEJAÏA

Lancement des travaux d’extension de l’aire de stationnement des avions

Les travaux d'extension de l'aire de stationnement des avions à l'aéroport "Abane Ramdane" de Bejaïa ont été lancés, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction des travaux publics de la wilaya. Ce projet, inscrit au titre du programme de développement de l'année 2026 et visant à augmenter les capacités d'accueil des avions, s'inscrit dans le cadre du renforcement des infrastructures et de l'amélioration de la qualité des services, a indiqué à l'APS, le directeur local du secteur, Tahar Ouadane. Il a ajouté que le projet comprend la réalisation de quatre (4) nouveaux postes de stationnement, portant ainsi la capacité d'accueil globale de l'aéroport à huit (8) positions. Cela permettra de recevoir simultanément un plus grand nombre d'avions et de faire face à la croissance constante du trafic aérien. Cette opération compte parmi les projets structurants s'inscrivant dans le programme de modernisation et de développement de l'aéroport de Bejaïa, renforçant sa position en tant que "porte aérienne stratégique" pour la wilaya. Elle contribue également à améliorer la qualité des services offerts aux passagers et à soutenir le développement économique et touristique de la région, selon le même responsable. M. Ouadane a souligné que la Direction des travaux publics veille au suivi technique du projet, tout en veillant au respect des délais contractuels fixés à neuf (9) mois, ainsi qu'à la garantie d'une exécution de qualité conforme aux normes d'ingénierie en vigueur. A noter que le secteur des travaux publics de la wilaya a bénéficié, au titre du programme de l'année 2026, d'une enveloppe de huit (8) milliards de DA destinée à la réalisation de 13 opérations. Celles-ci comprennent des travaux de modernisation et de renforcement du réseau routier et des infrastructures relevant du secteur, en plus du financement de plusieurs études dans le domaine maritime.

APS

MILA /COMMUNE D'AHMED RACHEDI
Lancement de la réalisation d'un château d'eau de 2.000 m3

Les travaux de réalisation d'un château d'eau d'une capacité de 2.000 m3 ont été lancés dans la commune d'Ahmed Rachedi (wilaya de Mila), pour renforcer l'alimentation en eau potable des habitants de cette collectivité locale, à-on avisé auprès de la direction de l'hydraulique. Dans une déclaration à l'APS, le chef de service d'approvisionnement en eau potable de cette direction, Fateh Lakehal, a précisé que les travaux de réalisation de cet ouvrage ont été lancés à la mi-juin avec des délais contractuels de réalisation fixés à 14 mois pour l'entreprise de réalisation. Une enveloppe financière de 70 millions DA a été attribuée à la réalisation de ce château d'eau et son raccordement au système d'approvisionnement en eau potable depuis le barrage de Béni Haroun, situé dans la même wilaya, à-on précisé. L'objectif de ce projet retenu pour le secteur hydraulique au titre de l'exercice 2026 est de renforcer l'alimentation en eau potable du centre de la commune d'Ahmed Rachedi et de certaines mechtas et agglomérations secondaires en dépendant, selon la même source. Dès la mise en exploitation de cet ouvrage, les capacités de stockage augmenteront et le service public d'approvisionnement en eau s'améliorera dans cette commune, à l'adresse indiquée. APS

SKIKDA
Réception de plusieurs établissements scolaires dès la prochaine rentrée

Plusieurs établissements scolaires devront être reçus dans le nombre de communes de la wilaya de Skikda au titre de la prochaine rentrée (2026-2027), a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'éducation, Belkacem El Aïfa. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé qu'il s'agit de quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) dont trois nouveaux dans les communes de Benazouz (localité Ezzaouiâ), d'Azzaba (localité Gribissia) et d'El Hadaïk et un de remplacement à El Harrouch en plus de lycées au pôle urbain Messiouen au deux chef-lieu de wilaya et dans la commune de Sidi Mezghiche. La même source a fait état de préparatifs pour le lancement de la réalisation d'établissements de remplacement des CEM Boudekhana-Mohamed de la commune de Skikda, Mebarki-Tahar de la commune de l'Ouldja Boulbalout et 1er novembre d'El Harrouch, du lycée Abderrahmane-El-Kaouakibi d'El Harrouch et du lycée Mos-saab Benomaïr d'Oum Toub. Il est également prévu le lancement des travaux d'entretien au lycée Khetab-Brahim d'Ain Cherchar, selon la même source qui a indiqué le projet a été confié à une entreprise de réalisation en attendant le lancement "prochain" des travaux, tandis que la direction des équipements publics a pris en charge l'entretien du CEM Leghrib-Ali de Zerdaza.

R E.

OUARGLA

D'importantes actions pour améliorer l'AEP

La wilaya de Ouargla a indiqué mercredi que tous les efforts ont été déployés pour améliorer durant cette période estivale l'alimentation en eau potable (AEP) de la population, prendre en charge ses préoccupations en assurant un service public continu.

Une séance de travail présidée dernièrement par le wali de Ouargla, Abdelghani Filali, a permis d'examiner et de déterminer les points et quartiers des différentes régions de la wilaya accusant une faible alimentation en cette source vitale. Le chef de l'exécutif local a, dans ce cadre, mis l'accent sur la nécessaire mobilisation de tous les moyens humains et matériels à l'effet de recenser les points noirs et des équipes techniques chargées d'identifier les réseaux à faible débit et de contrôler la qualité de l'eau desservie à travers les divers ré-

seaux. Le responsable a mis en avant la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du programme de renforcement des installations de stockage de l'eau, aériennes et terrestres, en vue d'accroître leur rendement et satisfaire les besoins des citoyens et d'améliorer la qualité du service public. Dans cet optique d'amélioration de l'alimentation en eau de qualité, le secteur de l'hydraulique a été consolidé par d'importantes opérations, dont la réalisation d'un château d'eau aérien de 1.000 m3 au quartier Bab-S'bâa (vieux Ksar de Ouargla), d'un forage

au quartier Said-Otba-1, le lancement d'un projet de raccordement de deux forages au complexe hydraulique du quartier Ziyaïna, commune de Rouissat. Ces opérations, ayant fait l'objet de la tournée d'inspection des autorités locales, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'urgence tendant à remédier au problème de perturbations d'alimentation en eau potable, améliorer le cadre de vie des citoyens, notamment des régions à forte densité.

APS

TÉBESSA

Plus 500.000 quintaux de céréales collectés pour les entrepôts de la CCLS

Une quantité de plus 500.000 quintaux de céréales, a été collectée pour être stockée dans les entrepôts de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Tébessa au titre de l'actuelle campagne de moisson battu (2025-2026), a indiqué mardi le directeur de cette coopérative. Dans une déclaration à l'APS, M. Djebbar Terigue a précisé que l'opération de collecte de blé et d'orge, lancée en avril

passé, se déroule encore dans de bonnes conditions et se poursuivra jusqu'à la fin du mois d'août prochain, pertinente à la large adhésion des agriculteurs à l'opération. Les services de la coopérative ont mobilisé tous moyens les matériels et humains et ont assuré toutes les facilités aux agriculteurs pour remettre leurs récoltes au niveau des 12 points réservés à cela à travers les communes pour une capacité globale

de stockage de 1,027 millions de quintaux en plus des trois centres de proximité entrés en exploitation dernièrement avec une capacité de 150.000 quintaux, a ajouté le même responsable. Le même responsable a invité les producteurs à se rapprocher des points de stockage de la coopérative pour remettre leurs récoltes et bénéficier des avantages offerts lors de la prochaine saison agricole.

Le directeur de la CCLS a souligné que les préparatifs de la prochaine campagne de travaux semailles ont été lancés avec l'installation du guichet unique du crédit R'fig, au siège de la Coopérative au chef-lieu de wilaya en coordination avec les secteurs concernés, pour recevoir les dossiers des producteurs souhaitant obtenir des semences et des engrais.

APS

ILLIZI

Un plan préventif contre les feux de forêts et de récoltes

Un plan proactif de prévention et de lutte contre les incendies des forêts et des récoltes vient d'être mis au point par la conservation des forêts (CF) de la wilaya d'Illizi dans le but de renforcer la prédisposition d'intervention et de lutte contre les dangers encourus des incendies, à-on avis mardi de cet organisme. Initié en coordination avec les différents secteurs concernés, ce plan prévoit une série annuelle de mesures organisationnelles et informatives, dont la mobilisation des moyens humains et logistiques, l'implication des organismes et instances de la CF, des services de la Gendarmerie nationale (GN), de la Protection civile (PC), des Res-

sources en eau (DRE), des travaux publics (DTP), des services agricoles (DSA) et des communes, par souci d'assurer des interventions rapides et efficaces dans le cas éventuel, a affirmé le chef du bureau de la protection de la richesse faunistique et floristique à la CF, Messaoud Dem-mouche. Devant s'étaler à fin novembre feuille de l'année courante, cette route qui s'articule sur quatre principaux axes afférents aux volets juridiques, opérationnels, préventif et d'évaluation et réhabilitation, comprend également l'intensification des patrouilles des gardes-forestiers à travers les zones forestières en vue d'observer tout indicateur susceptible de provoquer des incendies et

la conscientisation des citoyens sur les dangers encouragés aux incendies. L'animation, en coordination avec les différents secteurs concernés, des caravanes de sensibilisation en direction de la population et des agriculteurs des différentes régions de la wilaya, figure au plan proactif de la CF. A ces actions préventives viennent se greffer la mise en place des équipes communes de la CF et de la PC pour accompagner les actions de moisson-battage au niveau des exploitations agricoles, en sus de la sensibilisation des agriculteurs sur l'importante assurance de leurs récoltes.

R.E

UNIVERSITÉ IBN-KHALDOUN DE TIARET

Deux nouvelles infrastructures pédagogiques de 3 200 places seront mises en service à la prochaine rentrée

L'Université Ibn-Khaldoun de Tiaret sera renforcée, à l'occasion de la rentrée universitaire 2026-2027, par deux nouvelles infrastructures pédagogiques offrant une capacité globale de 3 200 places, a annoncé mardi le recteur de l'université, Berrazoug beigoumene. Le premier projet porte sur l'ancien bâtiment de l'Institut national d'agriculture, qui a retenu d'une réhabilitation complète après plusieurs années de fermeture. Cette infrastructure, d'une capacité de 1 600 places pédagogiques, sera affectée en annexe à la Faculté des sciences médicales, actuellement installée dans une partie des locaux de la Faculté des sciences vétérinaires au pôle universitaire de Kermane. La seconde infrastructure, également d'une capacité de 1 600 places pédagogiques, a elle aussi fait l'objet d'une rénovation intégrale après avoir été conservée inutilisée pendant plusieurs années, à la

suite du transfert de l'institut qui l'occupait vers son nouveau siège au pôle universitaire de Kermane. L'affectation définitive de ce bâtiment à une faculté en demeure en cours d'étude, a précisé la même source. Par ailleurs, les travaux de réalisation de trois autres projets universitaires enregistrent un taux d'avancement dépassant les 65 %. Ces projets concernent la construction d'une infrastructure pédagogique de 1 000 places ainsi que d'une résidence universitaire de 500 lits au niveau de l'annexe universitaire de Ksar-Chellala relevant de l'Université Ibn-Khaldoun. Une clinique vétérinaire de réalisation est également en cours de au pôle universitaire de Kermane. Cette structure comprendra notamment des salles de chirurgie, de consultation et d'hospitalisation, des espaces dédiés à la traite, à l'insémination artificielle, à l'isolement sanitaire et à la nécropsie, ainsi qu'un la-

boratoire d'analyses vétérinaires, une piste de dressage de chevaux et d'autres équipements spécialisés. Cette clinique permettra d'accueillir des animaux domestiques, notamment des ovins, des bovins et des chevaux, destinés à la formation pratique des étudiants et au développement de la recherche scientifique dans le domaine vétérinaire. Dans le cadre du renforcement du réseau d'infrastructures universitaires, des études techniques ont également été lancées récemment pour la réalisation d'une Faculté des sciences médicales d'une capacité de 2 000 places pédagogiques, à proximité du pôle de santé du quartier Es-Sania, à la sortie sud du chef-lieu de wilaya. Le recteur a, par ailleurs, indiqué qu'un projet de construction d'une Faculté de génie mécanique d'une capacité de 1 000 places pédagogiques est également prévu.

R E.

Compétitivité et investissement social

1^{ère} partie

La société en investissant, s'investit et est investie. Elle investit de sa vie, de son temps, de son énergie (mais aussi de son inertie) et de son argent. Sa vie est investie de nombreux autres êtres qu'humains qu'elle s'est appropriés. Comment est réparti son effort ? Comment l'ensemble de ses investissements font-ils corps, sa force ou sa faiblesse ? Que faut-il entendre donc par « investissement social » ? Toutes les sociétés ne sont pas dotées de la même manière, ne font pas la même chose de leur argent, de leur temps et de leur vie. Quels rapports établissent-elles entre ce qui les compose dans leur compétition et face changements de la vie matérielle ?

Par David Martin (*)

A l'époque où la technologie consistait en simples outils, l'on pouvait distinguer distinctement deux étages de la vie, un de la vie matérielle et un autre de la vie sociale, on pouvait se représenter la société n'être composée que de citoyens humains, bien que vie sociale et vie animale pouvaient être encore suffisamment intriquée. Ce n'est qu'avec la citoyenneté des êtres parlants que s'instaure la séparation des sociétés, ainsi que celles entre humains et autres qu'humains. Cette séparation est encore activée par l'organisation sociale et politique malgré une plus grande intrication des humains et des non-humains. Des automates et de nombreux êtres vivants partagent désormais la vie de la société humaine. L'investissement social comprend désormais une part considérable d'êtres autres qu'humains que les sociétés ont tendance à privilégier dans leur compétition. De plus, l'agentivité cesse d'être une caractéristique humaine. « Pendant près de deux millénaires, les sociétés occidentales ont construit leur droit autour d'une idée simple : une action est d'abord le produit d'une volonté. ... L'émergence des agents d'intelligence artificielle (IA) nous oblige aujourd'hui à interroger cette évidence. ... Une machine peut produire un comportement que le droit qualifierait d'« illicite » sans nourrir la moindre intention. » [1] On ne peut plus dénier aux autres êtres qu'humains le caractère d'agent, ainsi un virus affecte, un pont transporte, etc. Les choses ne parlent pas, mais agissent, lient et sont liées. Ce qui n'est pas sans conséquence sur l'articulation des rapports sociaux étant donné l'importance que la société accorde à chacune des composantes et de ce que le rendement de son investissement en obtient.

Compétitivité et capital humain

Dans les littératures économique et politique occidentales, les termes de "compétitivité" et "d'investissement social" sont désormais étroitement liés. Cette association marque un changement de paradigme fondamental : on voudrait passer d'une vision de la politique sociale comme un « fardeau » ou un « coût » économique à celle d'un « investissement social » susceptible de générer des rendements économiques. Il s'agit comme de transformer une force devenue faiblesse, pour ne pas être emportée par cette faiblesse et lui trouver une force qui doit être gagnée. Car elle constituait une force de l'État-providence : la protection sociale au service de l'économie constituait une partie de



la politique de la demande. Il faudra donc armer les droits sociaux qui sont menacés. La littérature construit ce lien principalement à travers l'investissement dans le capital humain. Les politiques d'investissement social (éducation, formation professionnelle, développement de la petite enfance) visent à améliorer la qualité de la main-d'œuvre, c'est-à-dire le "capital humain". L'essor du paradigme de l'investissement social répond directement au fait que, dans l'économie de la connaissance, la compétitivité d'un pays dépend de plus en plus des compétences, de la capacité d'innovation et d'adaptation de sa force de travail. Investir dans les personnes est vu comme fondamental pour stimuler la productivité et l'innovation. Il répond aussi directement aux pressions concurrentielles économiques liées à la mondialisation. Face à la mobilité mondiale des capitaux et des technologies, les nations sont perçues comme devant maintenir leur « compétitivité institutionnelle » et améliorer les compétences de leur main-d'œuvre. La compétitivité dépend de l'investissement social, cela est désormais acquis dans la pensée occidentale. Il reste que derrière la notion d'investissement social des stratégies différentes peuvent être à l'œuvre. En Europe, on entend par investissement social investissement public dans le social, le social étant entendu comme éducation, santé et formation, et non comme investissement de la société dans le social. La redistribution est toujours à l'œuvre et suppose la permanence d'une certaine croissance. En Chine l'investissement public n'est pas dans le social entendu comme éducation, santé et formation, mais dans les conditions de l'investissement de la société dans le social. Action directe ici, indirecte là. Il y a une différence entre l'État providence qui investit dans la compétitivité sociale dans une démarche top-down (croissance-redistribution-investissement public-compétitivité) et l'État chinois qui dis-

pose la société dans son ensemble à s'investir dans la compétitivité (croissance-investissement social + investissement public-compétitivité). L'État chinois implémente les conditions d'un fort investissement de la société dans la compétition sociale afin que la société développe de fortes dispositions à la compétition. Il n'investit pas dans la compétitivité, mais dans les conditions de la compétition. On est dans l'État-providence dans un cas qui s'appuie sur une redistribution des résultats de la croissance, dans un autre, on est dans un État qui ne sépare pas croissance et redistribution pour devoir ensuite les réunir. L'État chinois associe croissance et redistribution, la redistribution consistant en une distribution des conditions de la compétition dans les termes de la stratégie retenue. Le contenu de l'investissement public est différent dans les deux cas, l'un va à des facteurs de la compétition, l'autre va aux conditions de la compétition. L'un est soumis au modèle mécanique de la concurrence pure et parfaite, l'autre pas. De ces comportements sociaux et éatiques, il résulte des sociétés dont les unes sont marquées par une forte propension à la consommation et à la redistribution, et dans d'autres, caractérisées par une forte propension à épargner et à exporter. En Europe, l'investissement social est une dépense publique directe adossée à une logique keynésienne et redistributive. L'idée est que l'État, par son action, produit de la compétitivité en « fabriquant » du capital humain et en soutenant la demande. En Chine, l'État ne se perçoit pas comme un acteur direct de l'investissement social au sens occidental, mais comme l'architecte de la compétition. En Asie de l'Est, on parle d'un État développementaliste, il ne se contente pas de planifier, il crée les conditions environnementales pour que la société,

d'elle-même, développe de fortes dispositions compétitives. Face à cet environnement compétitif et à un investissement public limité dans les secteurs sociaux (protection sociale limitée, éducation supérieure coûteuse), les ménages chinois adoptent une forte propension à épargner et la société une forte propension à l'exportation en congruence avec sa faible propension à consommer. L'investissement et l'exportation sont alors les moteurs de la croissance, la faiblesse relative de la consommation intérieure permettant de maintenir des coûts de production bas pour conquérir les marchés extérieurs. L'investissement social n'est donc pas un concept universel. C'est un mot-valise qui cache deux stratégies opposées. L'un est une dépense de fonctionnement socialisée (Europe), l'autre est un investissement privé de la société et un investissement public dans une infrastructure compétitive (Chine).

De la fin de l'histoire à la fin de l'hégémonie occidentale.

Mais en vérité une politique sociale comme tout investissement est toujours marquée de ces deux dimensions coût/bénéfice. Elle devient coût économique quand la consommation et l'exportation ne sont plus des moteurs de la croissance, quand la dépense de consommation ne soutient plus l'investissement productif, quand la propension à consommer se transforme en propension à importer. La politique de redistribution qui n'est plus soutenue par la croissance devient une charge. La domination de l'un des aspects charge sociale (coût) ou investissement économique (bénéfice) dépend de la performance du système, de sa capacité à transformer du social en économique. Dans un premier temps, la performance du système faisait de la redistribution une incitation à consommer pour soutenir la croissance, dans un deuxième temps cette incitation à consommer se transformant en incitation à importer entame la performance du système. C'est que dans le premier temps une surproduction (une balance commerciale excédentaire) autorisait une redistribution, alors que le second temps ne disposait plus de cet excédent. Transformer une chose en son contraire, une faiblesse en force, une charge en un bénéfice n'est pas ce que peuvent réussir particulièrement des sociétés victimes d'un vieillissement de la population et d'une polarisation du marché du travail.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

TUNISIE

Moody’s confirme la note du pays tout en pointant une dette et des finances publiques sous pression

L’agence de notation Moody’s a confirmé la note souveraine de la Tunisie à l’issue de son examen périodique, estimant que les besoins de financement extérieur du pays sont désormais mieux maîtrisés grâce à la stabilité des réserves de change. Si cette décision traduit une résilience accrue sur le plan extérieur, elle s’accompagne d’un constat inchangé sur les faiblesses structurelles de l’économie tunisienne, notamment l’endettement public élevé et les contraintes budgétaires.

Des besoins de financement extérieur mieux couverts

Moody’s considère que la Tunisie a amélioré sa position extérieure au cours des dernières années. Malgré d’importants remboursements d’euro-obligations et une hausse de 38 % des importations énergétiques sur les cinq premiers mois de 2026, les réserves en devises sont restées stables, couvrant environ 3,3 mois d’importations à fin juin. L’agence souligne que cette résilience s’explique par la progression des exportations agricoles, l’augmentation continue des transferts des Tunisiens résidant à l’étranger ainsi que par une hausse de 14 % des investissements directs étrangers au premier trimestre 2026. Elle estime également que le remboursement du dernier eurobond majeur en juillet améliore le profil d’échéance de la dette extérieure.

Des fragilités budgétaires toujours présentes

Malgré ces évolutions favorables, Moody’s juge que le profil de crédit de la Tunisie reste limité par plusieurs facteurs structurels. L’agence pointe notamment un niveau d’endettement public élevé, des marges de manœuvre budgétaires réduites, une croissance économique freinée par des contraintes structurelles et un accès toujours limité aux financements extérieurs à des conditions avantageuses. Elle prévoit par ailleurs un ralentissement de l’assainissement budgétaire en 2026, en raison de l’augmentation des dépenses publiques et du lancement du Plan national de développement 2026-2030. La hausse des prix de l’énergie devrait également accroître le poids des subventions, qui représentaient déjà 20 % des dépenses publiques en 2025, soit 6,8 % du PIB.

R. I.

LIBYE

Tripoli s’appuie sur Shell pour bâtir une nouvelle stratégie gazière

Le gaz occupe une place croissante dans les ambitions énergétiques libyennes. Face aux défis de production et d’investissement, le pays cherche à structurer son secteur et à attirer les expertises nécessaires pour mieux valoriser ses ressources.

Synthèse Rédaction Internationale

La Libye veut franchir une nouvelle étape dans la valorisation de ses ressources gazières. La semaine dernière, la société publique du pétrole (NOC) et Shell ont engagé des discussions pour élaborer une stratégie globale destinée à améliorer l’efficacité du secteur et à mieux exploiter le potentiel gazier du pays. Une démarche qui dépasse le cadre des projets individuels en cours et qui s’inscrit dans la volonté de Tripoli de reconstruire une industrie énergétique capable d’attirer durablement les investissements internationaux. Le président de la NOC, Masoud Suleman et le vice-président de Shell pour l’Irak, les Émirats arabes unis et la Libye ont évalué l’avancement des travaux liés aux protocoles d’accord signés entre les deux groupes. Les échanges ont porté sur les études techniques menées dans les zones et les champs couverts par ces accords, ainsi que sur les prochaines étapes de leur mise en œuvre. La compagnie publique libyenne souhaite notamment définir un calendrier précis pour achever les évaluations en cours et permettre le passage vers des programmes opérationnels clairement établis. L’objectif est de disposer d’une meilleure connaissance des actifs ciblés avant d’engager d’éventuels développements.

Le gaz au centre de la relance énergétique libyenne

Le rapprochement avec Shell intervient alors que la NOC cherche à donner une place plus importante au gaz dans sa stratégie énergétique. La compagnie publique veut en effet s’appuyer sur l’expertise internationale du groupe anglo-néerlandais pour élaborer un plan à long terme destiné à améliorer les performances du secteur, optimiser l’exploitation des ressources disponibles et accroître leur valeur économique. Cette coopération repose notamment sur les accords annoncés à Londres en juillet 2025. Dans ce cadre, Shell s’est engagé à évaluer le potentiel en hydrocarbures du champ d’Al-Atshan et d’autres actifs entièrement détenus par la NOC, à travers des études techniques et économiques de faisabilité. Pour la Libye, l’enjeu est double. Il s’agit d’abord de mieux exploiter ses ressources nationales afin de renforcer son approvisionnement énergétique et de soutenir son développement industriel. Le pays cherche également à accroître ses capacités d’exportation dans un contexte où le gaz conserve une importance stratégique pour les marchés régionaux et européens.

Le retour des majors accompagne la réouverture du secteur

La reprise des discussions entre Shell et la NOC

ÉGYPTE

Une nouvelle tranche de 1,7 milliard \$ de l’UE pour financer la stabilité macroéconomique

Dans le cadre du programme d’assistance macrofinancière, l’Égypte devrait recevoir une enveloppe totale de 4 milliards d’euros (environ 4,5 milliards \$) de l’Union européenne, répartie en plusieurs tranches. Avec ce deuxième décaissement, la Commission européenne indique que le pays a rempli les conditions de politique économique convenues. La Commission européenne a annoncé avoir versé à l’Égypte une somme de 1,5 milliard d’euros (1,7 milliard \$) au titre de l’assistance macrofinancière (AMF). Selon un communiqué publié le vendredi 24 juillet, il s’agit du deuxième des trois décaissements prévus dans le cadre du programme de 4 milliards d’euros. Cette enveloppe vise à couvrir une partie des besoins de financement actuels, à préserver la

stabilité macroéconomique et à soutenir la mise en œuvre du programme de réforme économique en cours. « Sous forme de prêts concessionnels, cette assistance appuie également les progrès réalisés dans le cadre du programme du Fonds monétaire international (FMI) », précise la Commission européenne.

Des réformes pour consolider la reprise économique

Cette assistance financière permettra aussi de réduire la pression exercée sur les finances extérieures de l’Égypte, notamment face aux répercussions de la situation actuelle au Moyen-Orient. Par ailleurs, la Commission souligne que le pays a respecté les conditions de politique économique convenues avec l’UE, en engageant des me-

sures concrètes pour renforcer les mécanismes démocratiques, le respect de l’État de droit et des droits de l’homme, tout en maintenant le programme du FMI sur la bonne voie. Ces dernières années, l’Égypte a engagé des réformes visant à renforcer sa stabilité macroéconomique et sa résilience économique, selon la Banque mondiale. Celles-ci incluent l’amélioration de la gestion des finances publiques, du fonctionnement du marché des changes, ainsi que de l’environnement des affaires et de la compétitivité, notamment par le renforcement de la gouvernance des entreprises publiques et la numérisation des services publics. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 5,3 % au premier semestre de l’exercice 2025/2026 (juillet-décembre 2025), contre 3,9 % un an plus

tôt. Toutefois, l’institution souligne que le conflit au Moyen-Orient fait peser des risques sur les comptes extérieurs, tels que des sorties de capitaux, une hausse du coût des importations de pétrole et une possible baisse des recettes touristiques et des transferts de fonds, ce qui pourrait ralentir la reprise. La première tranche au titre de l’assistance macrofinancière, d’un montant de 1 milliard d’euros, avait été décaissée en janvier 2026. L’AMF devrait renforcer la position extérieure du pays et contribuer à l’amélioration des réserves de change. Ces dernières sont passées de 52,594 milliards de dollars à fin janvier 2026 à 55,072 milliards de dollars en juin 2026, selon les chiffres de la Banque centrale d’Égypte

Agence

BAD – MAURITANIE

659 millions de dollars engagés en trois ans pour accélérer les investissements

En trois ans, les engagements de la BAD en Mauritanie sont passés d’environ 147 à 655 millions de dollars, dans le cadre du Document de stratégie pays 2023-2028 et sur fond de renforcement du cadre macroéconomique du pays. La Banque africaine de développement (BAD) a indiqué le 8 juillet 2026 avoir porté en trois ans ses engagements financiers en Mauritanie de 147 à 659 millions de dollars, dans le cadre de son Document de stratégie pays 2023-2028 et en soutien

aux principaux secteurs productifs du pays. 147 à 659 millions de dollars d’engagements ont ainsi été mobilisés sur trois ans par la BAD en faveur de la Mauritanie. Selon l’institution panafricaine, cette hausse des engagements traduit un renforcement rapide du partenariat avec Nouakchott, sur fond d’amélioration de la crédibilité économique du pays et de montée en puissance de projets structurants dans l’énergie, l’eau, l’agriculture, les transports et le secteur privé. La BAD explique que cette progression des financements reflète

à la fois la hausse de la solvabilité perçue de la Mauritanie et l’alignement de nouveaux projets sur les priorités nationales de développement. “Cette progression des engagements de la Banque africaine de développement découle du renforcement de la crédibilité économique et de la solvabilité de la Mauritanie, portées par la découverte d’importantes réserves de pétrole et de gaz.” — Kerwin Mayizo, analyste politique, Africa24 TV Entre 2023 et 2025, les engagements nets

de la Banque africaine de développement (BAD) en Mauritanie sont passés d’environ 147 millions à 655 millions de dollars. Cette progression s’inscrit dans le cadre du Document de stratégie pays 2023-2028 et intervient dans un contexte marqué par un renforcement du cadre macroéconomique du pays. La BAD détaille que la Mauritanie a enregistré une hausse rapide de ses engagements nets entre 2023 et 2025, dans le cadre de la mise en œuvre du DSP 2023-2028.

Agence

KENYA

KenGen veut faire de son parc géothermique un levier d’industrialisation verte

Le Kenya cherche à valoriser ses ressources géothermiques au-delà de la seule production d’électricité, en misant notamment sur le développement d’un parc industriel à proximité des infrastructures électriques de KenGen.

Au Kenya, la production d’électricité renouvelable ne se limite plus à alimenter le réseau. KenGen cherche désormais à en faire un levier d’attraction pour des activités industrielles implantées au plus près de ses ressources géothermiques. Dans cette optique, la compagnie publique a annoncé, lundi 20 juillet, l’arrivée de Maxim Agri & Samakgro comme cinquième investisseur de son Green Energy Park, situé à Nai-vasha. « Cet investissement témoigne d’un solide vote de confiance en faveur de l’agenda d’industrialisation verte du Kenya et confirme la demande croissante pour des solutions énergétiques fiables, abordables et durables afin d’alimenter la croissance industrielle », a déclaré Peter Njenga, directeur général de KenGen. L’entreprise prévoit d’y construire une usine d’aliments pour poissons d’une capacité de huit tonnes par heure, alimentée par 3 MW d’énergie verte, dans le ca-

dre d’un projet qui représente un investissement estimé à 3,95 millions de dollars. Selon Joachim Westerveld, directeur de Maxim Agri, l’accès à des solutions énergétiques et de vapeur performantes permettra de réduire les coûts opérationnels de l’usine. L’entreprise estime que ces économies pourraient rendre les aliments pour poissons plus abordables et accompagner la croissance de l’aquaculture kenyan.

Attirer l’industrie au cœur des ressources géothermiques

Ce projet illustre bien la stratégie poursuivie par KenGen avec son Green Energy Park. Le site propose aux investisseurs des terrains, des infrastructures ainsi qu’un accès direct à l’électricité et à la vapeur géothermiques. Il cible notamment les industries manufacturières, les centres de données, les activités de re-

cherche et les entreprises cherchant à réduire l’empreinte carbone de leurs opérations. Cette diversification prolonge le rôle traditionnel de l’entreprise dans le système électrique. KenGen dispose d’une capacité installée de 1 786 MW, dont plus de 90 % proviennent de sources renouvelables, principalement l’hydroélectricité et la géothermie. En attirant les industriels à proximité de ses sites de production, la compagnie cherche désormais à convertir cet avantage énergétique en investissements productifs. La portée de son modèle dépendra toutefois de la réalisation effective des projets annoncés et de leur capacité à créer durablement de l’activité industrielle autour de la géothermie, alors que KenGen envisage désormais d’ajouter 5 500 MW de capacités électriques propres à son portefeuille de production.

Agence

CÔTE D’IVOIRE

La filière hévéa mise sur les compétences pour accélérer sa montée en gamme

En Côte d’Ivoire, le caoutchouc naturel, principal produit issu de l’hévéa, est la deuxième source de recettes d’exportation agricole après le cacao. 3ème producteur mondial de cette matière première après la Thaïlande et l’Indonésie, le pays cherche à se renforcer sur le segment de la transformation. En Côte d’Ivoire, l’Association des professionnels du caoutchouc naturel (APROMAC) a lancé, le 24 juillet dernier à Ahouakro, dans le département d’Agboville, les travaux de construction de l’Académie des Métiers de l’Hévéa, une infrastructure destinée à former les futurs professionnels du secteur. Concrètement, il s’agit d’un centre d’excellence qui sera doté

d’infrastructures modernes dédiées à la formation, à la recherche, à l’innovation et au perfectionnement des compétences. « Elle contribuera à former une nouvelle génération de professionnels, à favoriser l’insertion des jeunes et des femmes dans les métiers de la filière hévéa et à renforcer durablement la compétitivité de ce secteur stratégique pour l’économie nationale », explique l’APROMAC. Pour l’heure, les détails concernant le coût de construction de l’Académie, son mode de financement, sa capacité d’accueil ou encore les formations qui y seront proposées ne sont pas encore connus. Ces éléments permettront de mesurer l’ampleur réelle

de cette infrastructure et son impact attendu sur la filière hévéa.

Une filière qui cherche à développer la deuxième transformation

Le projet de construction de cette Académie intervient dans un contexte de mutation de la filière hévéa ivoirienne. Après plusieurs années d’investissement dans l’expansion des capacités de la première transformation, qui consiste à convertir le latex brut collecté dans les plantations d’hévéa en caoutchouc naturel solide, le pays fait face à une saturation sur ce segment d’activité industrielle. C’est face à ce constat que le Conseil Hévéa-Palmier à Huile-Coco (CHPHC) a décidé,

en juin 2025, de ne plus accorder de nouvelles autorisations pour l’installation ou l’extension d’usines de première transformation, estimant que les capacités existantes étaient désormais suffisantes pour absorber la production nationale. Cette orientation traduit un changement de priorité pour la filière. L’enjeu n’est plus seulement d’augmenter les volumes produits et exportés, mais de développer des activités générant davantage de valeur ajoutée, notamment la deuxième transformation du caoutchouc naturel, avec la fabrication de pneus, de produits techniques ou encore d’autres applications industrielles.

Synthèse R I.

SÉNÉGAL

Exonération de la TVA sur les équipements agricoles pour stimuler la mécanisation

Au Sénégal, le secteur agricole contribue à hauteur de 17 % au PIB et emploie environ 30 % de la population active. Comme dans la majorité des pays d’Afrique subsaharienne, le recours aux machines agricoles reste encore faible, limitant les performances de production. Au Sénégal, l’Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX S.A.) a annoncé, le lundi 27 juillet, l’entrée en vigueur d’une exonération définitive de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur une liste de matériels, d’aménagements et de prestations de services agricoles. La mesure concerne notamment les équipements utilisés pour la préparation des sols, le semis, la fertilisation, l’irrigation, la récolte, ainsi que les activités d’horticulture, d’élevage et d’aviculture. Dans un communiqué publié sur son site, l’organisme public précise que cette disposition prise en application d’un arrêté conjoint des ministres chargés des Finances et de l’Agriculture, cible les investisseurs bénéficiant d’un agrément au Code des investissements et réalisant des projets d’un montant minimal de 15 millions FCFA. Selon l’APIX, cette réforme doit permettre de réduire le coût réel des investissements agricoles en supprimant une charge fiscale qui pesait jusqu’ici sur les entreprises éligibles. « Jusqu’à présent, les entreprises agréées au Code des investissements bénéficiaient d’une suspension de la TVA sur les acquisitions locales et les importations réalisées durant la phase d’investissement. Toutefois, les exploitations agricoles exerçant une activité exonérée de TVA ne pouvaient pas récupérer cette taxe lors de l’entrée en exploitation. La TVA suspendue devenait ainsi une charge définitive, alourdissant le coût réel des investissements et limitant les effets attendus des mesures d’incitation », souligne le communiqué. L’agence estime que cette mesure permettra également aux porteurs de projets de bénéficier entre autres avantages d’une réduction immédiate du coût des équipements agricoles et d’un environnement plus favorable à la mécanisation.

Agence

AFRIQUE DU SUD

Le marché du wheeling se consolide grâce à la demande des industriels miniers

Le recours au wheeling continue de s’étendre en Afrique du Sud, porté par la demande des grands consommateurs d’électricité. Un nouvel accord entre NOA et Idwala Industrial Holdings confirme la montée en puissance de ce modèle. Le sud-africain NOA poursuit son développement sur le marché de l’électricité privée. L’entreprise a annoncé, dans un communiqué publié le lundi 27 juillet, la signature d’un contrat d’approvisionnement avec le groupe minier Idwala. L’électricité sera livrée

via le mécanisme de wheeling, qui permet d’acheminer l’énergie entre un producteur et un consommateur à travers les réseaux de transport et de distribution existants. La puissance contractée et le volume annuel, qui n’ont pas été précisés, viendront s’ajouter aux installations solaires existantes ou prévues sur les sites d’Idwala. L’industriel met principalement en avant une meilleure maîtrise de ses dépenses face aux hausses des tarifs d’Eskom. « L’accord de wheeling conclu avec

NOA nous garantit un approvisionnement en électricité renouvelable à des tarifs compétitifs pour l’ensemble de nos sites de production de chaux et de carbonates de calcium », a déclaré Wayne Brown, directeur général d’Idwala Industrial Holdings. Un marché de plus en plus concurrentiel L’accord confirme la progression de NOA auprès des grands consommateurs. En juillet 2025, le groupe avait annoncé la fourniture annuelle de 288 GWh à la mine de platine Siyanda

Bakgatla. Il avait auparavant conclu avec Sibanye-Stillwater un contrat portant sur environ 401 GWh par an, auxquels peut s’ajouter un volume flexible de 100 GWh. Discovery Green suit une trajectoire comparable avec Afrox et Glencore. Ces opérations montrent la place croissante des producteurs et négociants privés capables d’agréger plusieurs sources renouvelables avant de les livrer aux industriels par le réseau.

R I.

POINT-MARCHÉS

Wall Street vue dans le désordre avant la Fed, l’Europe hésite entre résultats et pétrole

Wall Street est attendue en ordre dispersé et les Bourses européennes hésitent à mi-séance mercredi après une ouverture dans le vert, l'afflux de résultats d'entreprises et la nouvelle flambée des cours du pétrole accentuant la volatilité dans l'attente de la décision de la Fed et des résultats des géants technologiques américains.

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture en baisse de 0,30% pour le Dow Jones .DJI mais un gain de 0,23% pour le Standard & Poor's-500 .SPX et de 0,26% pour le Nasdaq. À Paris, le CAC 40 .FCHI perd 0,49% à 8.417,63 points vers 11h12 GMT. À Francfort, le Dax .GDAXI prend en revanche 0,12% et à Londres, le FTSE 100 .FTSE avance de 0,28%. L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E perd 0,34%, le FTSEurofirst 300 .FTEU3 0,09% et le Stoxx 600 .STOXX 0,04%. Les investisseurs analysent un déluge de résultats financiers issus de secteurs très influents sur les places boursières européennes, tels que le luxe ou la banque, tout en faisant face à l'aversion au risque suscitée par les fabricants de puces électroniques et aux nouvelles tensions au Moyen-Orient. Les prix du pétrole, qui avaient baissé grâce à la suspension des attaques entre les États-Unis et l'Iran dans le Golfe le week-end dernier, remontent mercredi, le Brent LCOc1 gagnant plus de 5% à 88,35 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) CLc1 4,73% à 83,01 dollars. Les Etats-Unis et l'Arabie saoudite ont mené dans la nuit de mardi à mercredi des frappes en Irak contre des groupes armés pro-iraniens et Téhéran a de nouveau pris pour cible des intérêts américains en Jordanie, tout en rejetant la proposition omanaise sur la gestion du détroit d'Ormuz. Cette recrudescence des tensions met en évidence les difficultés pour normaliser le trafic maritime dans ce détroit stratégique, une difficulté qui s'étend désormais à la mer Rouge avec l'intervention des Houthis pro-iraniens. Reuters a rapporté mercredi que les rebelles yéménites envisageaient d'imposer des droits de passage aux compagnies maritimes pour leurs navires traversant le détroit de Bab-el-Mandeb.

"Nous pensons que les cours du Brent continueront à osciller entre 80 et 100 dollars le baril à court terme, à mesure que le conflit au Moyen-Orient connaîtra des hauts et des bas", note Suvro Sarkar, responsable de la recherche sur l'énergie chez DBS Bank. Les craintes d'inflation sont donc loin de se dissiper, et encore moins ce mercredi, la Réserve fédérale américaine (Fed) devant annoncer dans la soirée sa décision de politique monétaire. Le marché s'attend à ce que la banque centrale les maintienne inchangés, mais tient pour acquise une hausse à la rentrée. Le secteur technologique, qui a connu une séance très difficile en Asie, notamment au Japon et en Corée du Sud, tient bon pour l'instant en Europe .SX8P (+0,13%), dans l'attente des résultats des grands groupes technologiques américains, à commencer par Microsoft et Meta après la cloche à Wall Street.

Les valeurs à suivre à Wall Street

Valeurs en Europe
Hermès HRMS.PA a fait état mercredi d'une accélération de sa croissance au deuxième trimestre, ce qui n'a toutefois pas réussi à convaincre les investisseurs, qui attendent des signes décisifs d'une reprise généralisée dans le secteur du luxe. L'action recule de 10%, lanterne rouge du CAC, et se dirige vers sa pire séance depuis octobre 2010. Kering PRTP.PA bondit en revanche de 13% au lendemain de la publication des résultats financiers, les investisseurs ayant salué les ventes meilleures que prévu de sa marque phare, Gucci. Danone DANO.PA perd 4,4%, impacté par un ralentissement des ventes en Chine malgré des résultats "modérément" supérieurs aux attentes au deuxième trimestre. Rémy Cointreau RCOP.PA , pénalisé par les doutes sur la reprise du marché du cognac, cède 6,3%, malgré un chiffre d'affaires en hausse organique de 1,3% au premier trimestre de son exercice. Sopra Steria SOPR.PA grimpe quant à lui de 12% après avoir relevé son objectif de croissance du chiffre d'affaires annuel. À Francfort, la banque allemande Deutsche Bank DBKGn.DE gagne 3,1% après avoir publié une hausse de 10% de son bénéfice au deuxième trimestre. Toujours dans le secteur bancaire, Caixa-bank CABK.MC recule de 6,4%, le maintien de perspectives de marge inchangées pour 2026 ayant déçu les investisseurs.

mercredi avant la décision de la Fed et dans un contexte de craintes inflationnistes persistantes. Le rendement des Treasuries à dix ans US10YT=RR gagne près de 3 points de base pour s'établir à 4,6326%, tandis que celui de l'obligation à deux ans US2YT=RR avance de 4 points de base à 4,3180%. La tendance est similaire dans la zone euro, où le rendement du Bund allemand à dix ans DE10YT=RR prend 2,7 points de base à 3,1359% et son homologue à deux ans DE10YT=RR 4 à 2,7811%.

Agence

Taux
Les rendements obligataires se tendent

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Juillet 2026
Valeur : 30 Juillet 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.2665	133.2815
1	EUR	EURO		151.5906	151.6210
1	GBP	POUND STERLING		177.3812	177.4484
100	JPY	JAPANESE YEN		81.3891	81.4132
1	CNY	CHINESE YUAN		19.6950	19.6996
1	CHF	SWISS FRANC		162.8578	162.9358
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.4817	94.5125
1	DKK	DANISH KRONE		20.2795	20.2821
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7111	13.7155
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.8040	13.8085
1	AED	UAE DIRHAM		36.2778	36.2918
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4999	35.5058
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.8240	433.0133
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.7206	45.1700
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2327	14.2343
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7506	20.8568
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3267	3.3370
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.7828	180.7828

BOURSE ZURICH

Le SMI s’arrime au vert en matinée

La Bourse suisse se trouvait toujours dans le vert dans la matinée de mercredi, après un démarrage en force en dépit du déclin des semi-conducteurs et de la reprise des frappes au Moyen-Orient. En Suisse, la saison des résultats levait le voile sur une solide performance de la banque UBS, alors que sur la scène internationale, la décision en soirée de la Fed était impatientement attendue des investisseurs. Ceux-ci "continuent de réduire leur exposition aux valeurs technologiques, à quelques heures seulement des publications très attendues de Microsoft et de Meta, puis d'Apple et d'Amazon demain", note John Plassard, associé chez Cité Gestion dans son commentaire boursier journalier. "Les craintes que les dépenses colossales consacrées à l'intelligence artificielle (IA) ne soient finalement pas rentables et que les valorisations aient entre-temps atteint des

sommets exagérés s'accompagnent désormais également d'inquiétudes concernant la concurrence chinoise", relèvent pour leur part les experts de Raiffeisen. Sur le plan macroéconomique, la Réserve fédérale américaine pourrait annoncer ce soir, sous la houlette de son nouveau gouverneur Kevin Warsh, le maintien de ses taux actuels compris entre 3,50% et 3,75%, même si son choix comporte encore quelques incertitudes. "Une fois encore, je ne pense pas que la Fed soit pressée de relever ses taux cette semaine. Les derniers chiffres de l'inflation étaient suffisamment modérés pour justifier d'attendre la réunion de septembre", estime l'experte de Swissquote, Ipek Ozkardeskaya.

UBS caracole en tête

A la Bourse suisse vers 10h30, l'indice vedette SMI gagnait 0,10% à 14'585,30 points après un plus

haut historique à 14'656,05 points. Le SLI prenait 0,02% à 2316,96 points et le SPI cédait 0,03% à 20'394,50 points. Sur les 30 valorisations vedettes, onze se trouvaient désormais le vert, une était à l'équilibre (Swisscom) et dix-huit avaient atterri en territoire négatif. UBS (+2,8%) affichait toujours la plus forte progression, même si ayant réduit quelque peu ses gains. La multinationale bancaire a dégagé au deuxième trimestre un bénéfice net de 2,8 milliards de dollars, supérieur aux 2,4 milliards annoncés un an plus tôt, nonobstant un avantage fiscal sur la base de comparaison. Le bénéfice avant impôts a bondi de plus de moitié à 3,59 milliards. Elle était suivie de Sika (+1,5%). Le fabricant d'additifs pour béton, enduits et autres colles industrielles a enregistré des recettes en recul de 1,5% sur un an à 5,59 milliards de francs suisses entre

janvier et fin juin. Le spécialiste des services d'inspection et de vérification SGS venait ensuite (+1,0%), sans indication particulière. Parmi les poids lourds de la cote, les géants pharmaceutiques Novartis et Roche s'enrobaient respectivement de 0,3% et 0,1%, tandis que le paquebot alimentaire Nestlé prenait 0,3%. Au fin fond du classement, Logitech perdait 7,7%. Au premier trimestre de l'exercice 2026/27, le chiffre d'affaires du fabricant d'accessoires informatiques a pourtant progressé de 7% par rapport à la même période de l'année précédente pour atteindre 1,23 milliard de dollars. Le résultat d'exploitation (Ebit), calculé selon la norme comptable GAAP, s'est inscrit à 259 millions, en hausse de 60% sur un an. Il précédait le fabricant de soupapes à vide VAT Group (-2,5%) et le groupe du luxe Richemont (-

1,5%). Sur le marché élargi, Autoneum se trouvait tout en haut du tableau, ayant élargi ses gains à 12,7%. Si le groupe winterthourois a vu son chiffre d'affaires reculer de 1,4% sur un an au premier semestre à 1,16 milliard de francs suisses, sa rentabilité a notamment tiré parti des récentes acquisitions en Chine, le résultat d'exploitation (Ebit) augmentant de 12,8% à 69,8 millions et la marge opérationnelle progressant de 0,7 point à 6,0%. Le bénéfice net a quant à lui atteint 46,3 millions, en hausse de 13,8%. Basilea grossissait de son côté de 1,7%. Le laboratoire a obtenu de l'Autorité américaine de recherche et développement biomédical (Barda) un nouveau subside de 30 millions de dollars, destiné à son antifongique fosmanogepix, actuellement en phase III d'étude clinique.

Agence

JAPON

Le déficit commercial japonais s’est creusé en juin à 406,9 Mds JPY

Le déficit commercial japonais s’est creusé en juin à 406,9 Mds JPY (2,2 Mds EUR), contre 391,8 Mds JPY en mai, un niveau nettement supérieur aux anticipations de marché (-120 Mds JPY).

Cette dégradation reflète la conjonction de la faiblesse persistante du yen (159,7 JPY/USD en moyenne en juin, -10,9 % en nominal sur un an) et du renchérissement des importations énergétiques lié au conflit au Moyen-Orient. Les importations ont progressé de +25,4 % en glissement annuel (g.a.), tirées notamment par une hausse de près de +60 % des importations pétrolières en valeur malgré un recul des volumes. Les exportations demeurent toutefois dynamiques (+19,3 % en g.a.), soutenues par les semi-conducteurs et les composants liés à l’intelligence artificielle (+54 %), l’automobile et les métaux non ferreux. Les exportations vers les États-Unis ont poursuivi leur progression (+13 %), mais l’excédent bilatéral s’est réduit pour le 7e mois consécutif, les entreprises japonaises adaptant progressivement leurs

chaînes commerciales aux droits de douane américains. Selon SMBC Nikko Securities, la poursuite de la détérioration des termes de l’échange devrait continuer à peser sur la croissance japonaise au 2nd semestre 2026. Politique budgétaire | Le gouvernement a définitivement adopté le 21 juillet les grandes orientations de politique économique et budgétaire (Basic Policy on Economic and Fiscal Management and Reform, dite « Honebuto »), après plusieurs semaines de fortes tensions sur les marchés financiers. La première version du texte, perçue comme remettant en cause la discipline budgétaire et l’indépendance de la Banque du Japon (BoJ), avait provoqué une forte hausse des taux souverains et une nouvelle phase de dépréciation du yen (« Honebuto Shock »). Si la version finale réaffirme explicitement l’indépen-

dance de la BoJ, elle confirme un infléchissement durable de la stratégie budgétaire japonaise : abandon de l’objectif d’équilibre primaire annuel au profit d’une réduction graduelle du ratio dette/PIB, confirmation d’un plan d’investissement public de 370 000 Mds JPY (2 000 Mds EUR) à l’horizon 2040, et arbitrages attendus début août sur la baisse temporaire de la TVA alimentaire et l’instauration de nouvelles prestations sociales destinées à soutenir le pouvoir d’achat. À l’approche de la préparation du budget 2027, l’absence de financement clairement identifié pour ces nouvelles dépenses continue d’alimenter les interrogations des investisseurs sur la soutenabilité des finances publiques japonaises et pourrait raviver les tensions sur le marché obligataire.

R I.

CHINE

Pékin affiche des chiffres des records avec l’Afrique au premier semestre 2026

Commerce, investissements : Pékin affiche des chiffres historiques et présente cette dynamique comme la preuve d’un partenariat gagnant-gagnant. Mais, derrière ces annonces, c’est aussi une stratégie d’influence qui se dessine, alors que la rivalité économique avec les États-Unis s’intensifie. Les chiffres sont spectaculaires : au premier semestre 2026, les échanges commerciaux entre la Chine et l’Afrique ont atteint près

de 200 milliards de dollars, un niveau jamais enregistré auparavant. Dans le même temps, les investissements chinois sur le continent ont bondi à 33,5 milliards de dollars, là aussi un record.

Énergie, infrastructures et industrie

Pékin attribue cette progression à sa politique d’ouverture, avec l’extension des exemptions de droits de douane aux produits de 53 pays africains : café, noix de ca-

jou ou encore piments séchés bénéficient désormais d’un accès facilité au marché chinois. Mais les grands gagnants restent les secteurs de l’énergie, des infrastructures et de l’industrie. En Éthiopie, un projet d’énergie verte de plus de 14 milliards de dollars domine ainsi les investissements. En Égypte, une aciérie à 10 milliards de dollars illustre la montée en puissance des capacités industrielles financées par la Chine.

Un partenariat « gagnant-gagnant », assure Pékin

Pékin balaie les critiques sur un prétendu déséquilibre des échanges et défend un partenariat « gagnant-gagnant ». Une chose est sûre, ces nouveaux records confirment une tendance de fond : dans un contexte de fragmentation du commerce mondial, l’Afrique occupe une place de plus en plus centrale dans la stratégie économique chinoise.

ZONE EURO

La Commission européenne demande à l’Espagne de repenser son impôt sur le patrimoine

La Commission européenne a officiellement demandé à l’Espagne de revoir en profondeur son impôt sur le patrimoine, jugé incompatible avec les objectifs de compétitivité fiscale et d’attractivité des investissements au sein de l’Union européenne. Cette interpellation de Bruxelles intervient dans un contexte de débat intense sur la fiscalité des grandes fortunes en Europe, et place le gouvernement espagnol face à des choix politiques et économiques délicats. Selon Moncloa, la Commission européenne a adressé à Madrid une recommandation formelle l’invitant à repenser la structure de son impôt sur le patrimoine, estimant que ce dispositif fiscal nuit à la libre circulation des capitaux et à l’investissement étranger sur le territoire espagnol. L’impôt sur le patrimoine espagnol, connu sous le nom d’Impuesto sobre

el Patrimonio, frappe les personnes physiques dont le patrimoine net dépasse 700 000 euros, avec des taux progressifs pouvant atteindre 3,5 % selon les régions autonomes. Certaines communautés, comme Madrid, avaient choisi d’appliquer une bonification de 100 %, rendant l’impôt quasiment nul sur leur territoire, ce qui avait suscité des tensions politiques importantes au niveau national. En 2022, le gouvernement de Pedro Sanchez avait répondu à cette situation en créant un impôt de solidarité sur les grandes fortunes, applicable aux patrimoines supérieurs à 3 millions d’euros, précisément pour contourner les exonérations régionales. Ce dispositif temporaire avait généré environ 623 millions d’euros de recettes lors de sa première année d’application, selon les données du ministère des Finances espagnol.

Bruxelles considère aujourd’hui que cette superposition de taxes, entre l’impôt sur le patrimoine classique et la taxe de solidarité, crée une instabilité juridique et fiscale préjudiciable à la confiance des investisseurs internationaux. La Commission insiste pour qu’une réforme globale et cohérente soit engagée, plutôt que des mesures ponctuelles empilées les unes sur les autres.

Les enjeux politiques et économiques d’une réforme fiscale sensible

La demande européenne place le gouvernement espagnol dans une position délicate. D’un côté, la gauche au pouvoir défend l’impôt sur le patrimoine comme un outil de redistribution essentiel et de justice sociale. De l’autre, les partenaires européens et une partie du monde économique réclament da-

vantage de prévisibilité fiscale pour attirer les capitaux étrangers. Selon l’OCDE, l’Espagne figure parmi les rares pays européens à maintenir un impôt sur le patrimoine opérationnel à l’échelle nationale. La France, l’Allemagne ou la Suède ont progressivement abandonné des dispositifs similaires au cours des deux dernières décennies, invoquant leur faible rendement comparé aux distorsions économiques qu’ils génèrent. En Espagne, les recettes issues de l’impôt sur le patrimoine représentaient environ 1,3 milliard d’euros en 2024, soit une part très marginale des recettes fiscales totales du pays, qui dépassent les 260 milliards d’euros par an. Ce ratio interroge sur l’efficacité réelle du dispositif par rapport à ses effets dissuasifs supposés sur les grands investisseurs.

R I.

ETATS-UNIS

Le gouvernement va supprimer une subvention pour l’assurance santé des plus de 65 ans

D’après le Wall Street Journal, le gouvernement américain supprimera le financement d’un programme permettant de baisser les cotisations de santé des personnes âgées de plus de 65 ans. L’exécutif américain prévoit de supprimer le financement fédéral d’un programme permettant de réduire les cotisations dans le cadre du Medicare, assurance santé pour les plus de 65 ans, ce qui pourrait entraîner des coûts supérieurs, rapporte mardi soir le Wall Street Journal (WSJ). Faisant référence à des responsables de l’administration de Donald Trump non identifiés, le quotidien économique précise que cette subvention versée aux compagnies d’assurance est estimée à 3,6 milliards de dollars par an et qu’elle sera supprimée dès la fin de cette année. Selon le WSJ, quelque 25 millions de personnes âgées bénéficient de couvertures santé dites Part D, qui sont ainsi subventionnées. Elles devraient connaître à l’automne le nouveau coût de leur garantie, poursuit-il.

Une subvention qui "incite" les assurances à augmenter les prix

"Le prix élevé des médicaments est un sujet persistant - tout particulièrement pour les personnes âgées percevant une pension de retraite fixe - et le prix abordable de la santé devrait être l’un des principaux thèmes de la campagne pour les élections de mi-mandat" en novembre, relève le journal, précisant que la cotisation mensuelle pour une couverture Part D était actuellement d’environ 36 dollars. Selon lui, l’administration considère que cette subvention "incite les compagnies d’assurance à augmenter les prix, partant du principe que le gouvernement prendra en charge le coût supplémentaire". D’après l’une des sources du journal, la cotisation 2027 devrait rester stable ou baisser pour environ 25% des bénéficiaires et elle devrait augmenter de moins de 10 dollars par mois pour environ 30% des bénéficiaires. En revanche, la hausse devrait se situer entre 11 et 20 dollars pour les 45% restants.

Agence

GRAPHENEOS

Un homme condamné pour avoir effacé son smartphone à la frontière américaine

Un résident d'Atlanta risque des poursuites fédérales après avoir déclenché, lors d'un contrôle douanier, la fonction de mot de passe de contrainte de GrapheneOS. Celle-ci est prévue pour effacer complètement le contenu d'un téléphone. C'est la première fois qu'une inculpation de ce type vise l'usage de cette fonctionnalité.

Samuel Tunick a été inculpé par le ministère de la Justice américain pour avoir, selon l'accusation, sciemment effacé les données de son téléphone devant des agents des douanes. Mais peut-on être poursuivi pour avoir activé une fonction de sécurité intégrée à son propre appareil ?

Une fonction de sécurité transformée en chef d'accusation

Le 24 janvier 2025, Samuel Tunick atterrit à l'aéroport Hartsfield-Jackson d'Atlanta. Il est orienté vers une inspection secondaire. Il ignore alors qu'un agent de la sécurité intérieure a diffusé, trois heures plus tôt, un signalement le présentant comme suspecté d'activités terroristes. En cause : son association supposée avec Defend the Atlanta Forest, un mouvement opposé à la construction d'un centre de formation policière surnommé "Cop City". Pendant l'interrogatoire, les agents concentrent leurs questions sur des images d'abus sexuels sur mineurs. Selon The Guardian, qui rapporte l'affaire, Tunick demande quatre fois à parler à un avocat. Chaque demande est refusée. Aucun mandat n'est présenté, et ses droits ne lui sont pas notifiés. Il finit par communiquer un code d'accès à son téléphone. L'écran devient noir, clignote plusieurs fois, puis l'appareil redémarre. Les données viennent d'être effacées.



Ce code correspond à la fonction de mot de passe de contrainte de GrapheneOS, le système d'exploitation open source basé sur Android que Tunick avait installé sur son Google Pixel. Contrairement au code de déverrouillage habituel, cette combinaison alternative déclenche une réinitialisation immédiate de l'appareil. Le téléphone a tout de même été saisi. Les procureurs fédéraux ont ensuite inculpé Tunick pour destruction de biens dans le but d'empêcher une saisie légale, en vertu de l'article 2232(a) du code pénal américain, un texte rarement mobilisé dans ce type de dossier.

Un procès qui questionne les droits numériques à la frontière

La défense de Tunick a déposé une requête pour écarter les preuves obtenues. Selon ses avocats, la fouille reposait sur un prétexte : l'enquête visait en réalité son engagement militant, pas la recherche de contenus illicites. Les autorités douanières justifient l'absence de mandat par un argument déjà avancé par le passé : tant qu'un voyageur n'est pas autorisé à entrer sur le sol américain, ses droits constitutionnels s'appliqueraient différemment.

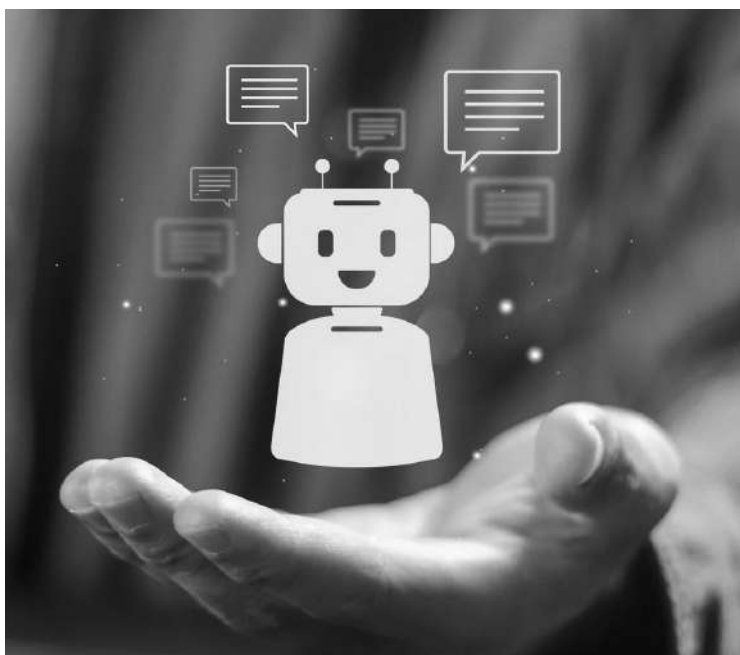
Une première audience s'est tenue le 20 juillet devant le tribunal fédéral d'Atlanta. Une décision sur la requête de suppression des preuves n'est pas attendue avant fin octobre.

Plusieurs spécialistes en sécurité numérique, dont Bill Budington de l'Electronic Frontier Foundation et Runa Sandvik, fondatrice du cabinet Granitt, indiquent n'avoir jamais vu de poursuites fondées sur l'usage d'un mot de passe de contrainte. Sandvik recommande, pour les prochains voyages, de traverser les frontières avec un appareil vidé de ses données personnelles, puis de récupérer ses données une fois arrivé à destination via le cloud.

Le sujet des fouilles de téléphones aux frontières n'est pas nouveau. Nous rapportions en février dernier les alertes de la DGSJ sur des cas de fouilles ou de manipulations de téléphones déverrouillés lors de déplacements professionnels à l'étranger. En France, GrapheneOS est également dans le collimateur des autorités, dont certaines n'hésitent pas à reprendre le vieil amalgame entre protection renforcée de la vie privée et dissimulation d'un crime. Face à des menaces de poursuite judiciaire, l'équipe de GrapheneOS a quitté la France et un porte-parole nous expliquait que des forks frauduleux sont distribués librement, usurpant la marque et l'image de GrapheneOS.

L'IA a commencé à dépecer le service client, même chez les géants Microsoft, Uber et compagnie

Microsoft, Uber, ou le géant de l'hôtellerie Hyatt réduisent déjà leurs effectifs de service client, à mesure que l'intelligence artificielle automatise les tâches les plus simples. Et le mouvement touche aussi leurs sous-traitants dans le monde entier. Beaucoup ont redouté, ces dernières années, l'automatisation du service client, venant s'ajouter à la délocalisation, freinée par des robots conversationnels encore trop rigides pour être vraiment utiles. Mais ce temps est bel et bien révolu. Sous la pression de prouver leur adoption de l'intelligence artificielle générative avec l'impérieux besoin de réaliser des économies, de grandes entreprises basculent vers des agents virtuels capables de gérer aussi bien des événements comme les soldes que les réservations ou les tickets d'assistance. Des milliers de postes disparaissent ou vont disparaître chez Microsoft ou Uber, et Bloomberg cite aussi l'exemple, ce mardi, de la banque australienne CBA, qui revendique des économies chiffrées en dizaines de millions de dollars par an. Derrière le discours officiel sur la « productivité », certains commerciaux du secteur admettent, eux, vendre surtout ces outils comme un moyen de réduire la masse salariale, auprès de leurs prospects.



Microsoft, Uber et d'autres taillent déjà dans leurs effectifs de service client

Chez Commonwealth Bank of Australia, la plus grande banque du pays des kangourous, plusieurs centaines de postes de conseillers chat ont déjà disparu à mesure que l'IA s'intégrait au service client, avec des économies annuelles estimées à plusieurs dizaines de millions de dollars. Beaucoup de ces emplois étaient sous-traités près de

Johannesburg par la société Nutun, dont le contrat avec la banque a été réduit. CBA se défend d'avoir tout sacrifié sur l'autel de l'intelligence artificielle et affirme avoir créé plus de 140 postes dans ses centres d'appels australiens sur les six derniers mois. Chez Microsoft, à la fois fournisseur avec Copilot et grand utilisateur de ces outils, a vu son effectif dédié au service client fondre d'environ 50 000 à 40 000 personnes ces dernières an-

nées. Un dirigeant de la firme à la fenêtre expliquait en avril que l'IA permettait d'économiser environ 750 millions de dollars par an, les cas les plus complexes restant confiés à des humains. Uber n'est pas en reste. 10 % de ses effectifs dédiés au service client sont passés à la trappe, la vice-présidente Megha Yethatika évoquant une organisation devenue trop complexe et cloisonnée. Le géant mondial des VTC et de la livraison de repas pousse désormais ses utilisateurs vers un chatbot intégré, plutôt que vers un interlocuteur en chair et en os. Dans la plupart des entreprises, ce sont surtout les postes dits de premier niveau qui trinquent, c'est-à-dire ceux qui traitent les questions les plus banales, par exemple un horaire d'ouverture. Les dossiers plus délicats, eux, échappent encore aux algorithmes. Mais pour combien de temps ? Il n'y a évidemment pas que la branche service client des entreprises qui est touchée. Block (ex-Square) a par exemple supprimé 4 000 postes, soit 40 % de ses effectifs, tandis que le géant du cloud Oracle en a coupé 21 000, les deux entreprises justifiant ces choix par les gains d'efficacité permis par l'IA.

Les sous-traitants du service client, premières victimes de l'automatisation par l'IA

Après de nos confrères de Bloomberg, l'analyste Kate Leggett, du cabinet Forrester, explique que près de la moitié des postes de service client pourraient être touchés d'ici 2030. Les Philippines sont particulièrement exposées puisque de nombreuses entreprises occidentales y ont délocalisé leurs tâches les plus faciles à automatiser. Les sous-traitants qui vivent de ce travail délocalisé commencent d'ailleurs à s'inquiéter. Les actions du mastodonte français Teleperformance, de Concentrix et de TTEC, tous des poids lourds du secteur, ont nettement chuté ces derniers mois. Chez Hyatt, l'automatisation des demandes de réservation ou de facture, confiée à la start-up Sierra, participe à la réduction des coûts. La chaîne avait déjà licencié 30 % de son personnel support en Amérique l'an dernier, invoquant une évolution des besoins des clients. Un porte-parole assure que cette décision n'avait rien à voir avec l'IA. Au milieu de tous les chiffres plus importants les uns que les autres qui circulent, personne ne sait encore si l'IA détruira plus d'emplois qu'elle n'en transformera. Une chose est sûre : la ligne entre « productivité » et « réduction des coûts » n'aura jamais été aussi fine.

CE CONSTRUCTEUR EMPÊCHE SES CLIENTS DE VOYAGER À L'ÉTRANGER

Ses voitures se bloquent si elles dépassent la frontière chinoise sans son autorisation

En Europe, traverser des frontières au volant de sa voiture n'est pas un événement exceptionnel. C'est même le quotidien de nombreux travailleurs frontaliers. En Chine, la réalité semble tout autre et s'est avérée problématique pour un conducteur de Zeekr. En voulant passer la frontière avec le Kazakhstan, sa voiture a bloqué la plupart de ses fonctions, l'empêchant ainsi de continuer son trajet. Le plus fort, c'est qu'il ne s'agit même pas d'un bug. Heureusement, la marque s'attelle à corriger le tir.

En Chine, le conducteur d'un SUV Zeekr 9X ne devait pas s'attendre à une telle mésaventure. Lors d'un trajet le menant au Kazakhstan, il a été confronté à un problème inattendu. À peine passée la frontière, le véhicule a perdu plusieurs de ses fonctionnalités, comme les différents écrans embarqués, le déverrouillage de la boîte à gants et l'ouverture de la trappe à carburant. Ce qui pourrait passer pour une panne malencontreuse est en fait une fonctionnalité pensée par le constructeur : la protection transfrontalière. Sauf que cette particularité, pour le moins surprenante, a bloqué le véhicule et son conducteur pendant 30 heures au Kazakhstan, faute de pouvoir récupérer ses documents dans la boîte à gants ou même faire le plein de carburant.

Pour quitter la Chine au volant d'une Zeekr, il faut l'autorisation du constructeur !

Cette protection est censée limiter les risques de contrebande ou les reventes illégales de voitures dans des pays où elles ne sont pas importées officiellement. Pour ne pas subir une telle mésaventure, les propriétaires doivent obtenir un code auprès de leur concessionnaire permettant de débloquent les fonctionnalités du véhicule à l'étranger le temps de leur voyage. Une démarche qu'avait faite le conducteur, qui affirme avoir obtenu l'approbation du professionnel, sauf que le déblocage n'a pas été effectué... Lunaire ! Mécontent, le pro-



priétaire du Zeekr 9X a partagé sa colère sur le réseau social chinois Weibo. Son histoire a pris une telle ampleur qu'en plus d'obtenir des excuses du

constructeur, celui-ci a revu son système. Aussi surprenant soit-il, vu d'un œil européen, ce type de dispositif serait cou-

rant sur les voitures chinoises se rendant en Asie centrale, où très peu de constructeurs sont représentés officiellement. Toutefois, pour faciliter les démarches des conducteurs, Zeekr a créé un générateur de codes sur son application. Ces derniers permettront de déverrouiller l'ensemble des fonctionnalités des voitures à l'étranger sans la contrainte de passer par un agent officiel de la marque. En revanche, la marque ne dit pas si cette fonctionnalité est disponible sans connexion Internet, un point qui peut être sensible quand on voyage en dehors de son pays. Zeekr promet également une mise à jour des véhicules permettant de désactiver directement cette fonction depuis le véhicule, puis de conserver ensuite ce réglage par défaut.

Un changement de politique sous la contrainte des internautes

Dans son message d'excuse sur les réseaux sociaux chinois, le constructeur a estimé que la sécurité ne "devrait pas être définie uniquement par le fabricant". Désormais, Zeekr promet une approche permettant le contrôle de ce genre de fonction par l'utilisateur, bien qu'une "protection" de la part du fabricant subsiste. De quoi interroger, tout de même, sur la liberté de mouvement des conducteurs chinois ainsi que sur leur réelle propriété de leur voiture, à l'heure où le constructeur a un tel pouvoir à distance sur les véhicules qu'il produit.

Des millions de voitures vulnérables à des cyberattaques par Bluetooth

Selon une enquête révélée par nos confrères de Wired, plus de deux millions de véhicules en circulation aux États-Unis seraient équipés d'un boîtier antivol qui comporte de grosses failles de sécurité, permettant à un pirate de facilement immobiliser un véhicule à distance par Bluetooth. Problème : une bonne partie des propriétaires de ces véhicules ne savent même pas qu'il est doté du fameux boîtier dont la mise à jour aurait permis de régler le problème. Quand le propriétaire est au courant qu'il faille faire la mise à jour. Deux millions de voitures particulières, c'est le parc automobile aux États-Unis qui est concerné par une potentielle faille de sécurité liée à un banal boîtier Bluetooth qui ferait le bonheur de hackers. Et pourtant, les automobilistes qui ont acheté ces véhicules n'ont parfois même pas demandé son installation. Un grand classique de la distribution automobile neuve qui consiste à "imposer" des options et frais en tout genre de mise à la route en faisant croire qu'ils sont obligatoires. Sauf que la loi est claire : vous pouvez les refuser. Dans le cas de l'affaire qui suit, le problème étant par-



ticulièrement complexe : les concessionnaires ont pour habitude d'installer ces dispositifs pour suivre leurs véhicules sur le parc avant la revente en occasion. Quand un client l'achète, le concessionnaire n'enlève pas le boîtier qui reste "physiquement" connecté mais pas disponible du côté client si ce dernier ne paye pas la sous-

cription du service. Et c'est tout particulièrement ce qui pose problème dans cette grosse affaire impactant ces 2 millions d'automobilistes.

Un boîtier d'alarme à risque

"Des concessionnaires ont installé des alarmes dans des millions de véhicules, et les ont laissées en

place même si l'acheteur ne les souhaitait pas. Des chercheurs avertissent désormais qu'il est possible de les pirater pour déverrouiller, localiser et désactiver les voitures", résume Wired qui révèle l'affaire outre-Atlantique. Une sacrée affaire qui pose question : comment de simples boîtiers d'alarme peuvent avoir accès au bus interne du véhicule au point de pouvoir les bloquer par canal Bluetooth ? Certes, les alarmes sophistiquées (volumétriques, capteur des ouvrants...) doivent connaître certains paramètres de l'état du véhicule pour affiner les alertes. Mais pourquoi ces variables là ne sont-elles pas justement isolées du "cœur" de fonctionnement du véhicule ? "Une équipe de chercheurs en sécurité de l'UC San Diego a découvert qu'un modèle d'alarme automobile de seconde monte connu sous le nom de KARR Security System, installé selon leurs estimations dans plus de 2 millions de véhicules aux États-Unis, permet à n'importe quel pirate informatique à portée Bluetooth d'envoyer des commandes radio pour déverrouiller silencieusement la voiture à vo-

lonté, désactiver son alarme, actionner le klaxon ou faire clignoter ses phares, voire même désactiver son allumage et laisser un conducteur en panne".

Plutôt problématique, donc, d'autant plus que nombre de ces propriétaires de véhicules n'ont pas demandé l'installation de ce dispositif. Heureusement, les traceurs GPS et autres modules indépendants (qui ne sont pas connectés au véhicule) n'ont pas ce problème.

Une mise à jour de l'application

La société qui produit et opère ces boîtiers a donc déployé une mise à jour de sécurité critique à la suite de la découverte de la faille. Un cas classique, mais qui pose un autre souci : selon Wired, la moitié des propriétaires de ces véhicules n'ont pas demandé le boîtier et ne savent donc probablement même pas qu'il est présent. Encore plus problématique : ces mêmes personnes ne seront donc pas au courant qu'une mise à jour est nécessaire via une application sur smartphone pour éviter que le boîtier dissimulé dans leur véhicule ne puisse être piraté un jour. Une aubaine pour les personnes mal intentionnées.

Mots fléchés

DÉPART D'UNE TRANSAT CORSAIRE MALOUIN		FACE-À-FACE POINTE À CANCALE		VARIÉTÉ DE CHAMPAGNE REFUGE		BAHUTS POSSESSIF		CORSAIRE MALOUIN DONNE LE CHOIX		INTERCALER C'EST-À-DIRE	
ÉPOQUES SUPPRIMER					CORDAGES DE VOILIER DÉTRUISAIENT						
						PRESSE À MÉTAUX		THÉÂTRE JAPONAIS		RÉPÈTE	
ROULÉ AIGRES			VOISINE DE ST MALO								
						CELLE DU RHUM PASSE À ST MALO LICHENS					
GRAND OU PETIT, C'EST UNE ÎLE À ST MALO	NÉGATION LA CÔTE PRÈS DE ST MALO			EAU RENVERSÉE				MÉTAL INONDERA			
		ÉCLOSE ROUTE DU RHUM OU QUÉBEC-ST MALO							VICTOIRE DE NAPOLEÓN	CONNEXION CÉRÉBRALE	
MAT DÉMONTÉ BUT DES PÊCHEURS MALOUINS				DANS VENT QUI SOUFFLE... SUR L'OLYMPE			CONTESTÉS				
										DÉCORER	
RESSASSE ADMIRATEUR							PETIT TÊTU SITE MÉDIÉVAL À ST MALO				
			TROUBLÉ		GRAND DÉSERT PETITE SAINTE						
FATIGUÉES PREMIER HOMME						MESURE CHINOISE			NEPTUNIUM AU LABO NOTE		
				CÉLÈBRE ÉTABLISSEMENT MALOUIN							
CABINET DE NOTAIRE						CACHER					

PÉTROLE
Le Brent à 88,56 dollars le baril

Les cours du pétrole poursuivaient leur forte hausse mercredi, portés par les tensions géopolitiques internationales, qui ravivent les craintes d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement mondial en brut. Vers midi, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, s'appréciait de 5,32 % à 88,56 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, également pour livraison en septembre, gagnait 5,02 % à 83,23 dollars. Selon les analystes, cette envolée des prix s'explique à la fois par les inquiétudes liées à l'approvisionnement en pétrole dans un contexte de tensions géopolitiques internationales persistantes et par le recul des stocks, qui accentue les tensions sur le marché.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Jeudi 30 juillet 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



APRÈS SON ÉLECTION
À LA TÊTE DE L'APN

Khalida Boufedech reçue par le
président de la République

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, la présidente de l'Assemblée populaire nationale, Mme Khalida Boufedech. A l'issue de cette audience, Mme Boufedech a déclaré : "J'ai eu, aujourd'hui, l'honneur d'être reçue par le président de la République, qui m'a félicité à l'occasion de mon élection en tant que présidente de l'Assemblée populaire nationale et première femme à occuper ce poste dans l'histoire de l'Algérie indépendante". Et d'ajouter : "J'ai eu le privilège d'écouter les hautes orientations de Monsieur le président de la République concernant la prochaine étape qui exige plus d'efforts et de complémentarité entre les différentes institutions de l'Etat, au service du pays et du citoyen". L'audience s'est déroulée en présence de M. Mustapha Saïdj, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques.

MONNAIES

Le dollar stable face
aux autres devises

Le dollar était stable, mercredi, face aux autres devises dans un marché en attente de la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) sur ses taux. En début de séances, le billet vert lâchait à peine 0,04% face à la monnaie unique européenne, à 1,1392 dollar pour un euro, et 0,02% à la devise britannique, à 1,3292 dollar pour une livre sterling. Le prix du pétrole, qui

se négocie en dollars, avait rendu plus attractive la devise américaine, celle-ci étant de plus considérée comme une valeur refuge et bénéficiant des perspectives de hausse des taux américains. Le marché reste suspendu à la décision de la Fed sur les taux directeurs fixés entre 3,50% et 3,75% depuis décembre 2025, selon des analystes qui ne s'attendent pas à leurs changements.

ANP

Deux terroristes abattus à Chlef et 6 éléments
de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Deux (02) terroristes ont été abattus à Chlef, en 1ère Région militaire et 6 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans des opérations exécutées travers le territoire national, durant la période du 22 au 28 juillet en cours, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 22 au 28 juillet 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les services de la sécurité, ont abattu au niveau du Secteur militaire de Chlef en 1ère Région militaire, deux (2) terroristes et récupéré (2) pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, une quantité de munitions et divers effets".

Dans le même contexte, "d'autres détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté (6) éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire



national", ajoute le bilan. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, (32) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (97) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (50) kilogrammes de cocaïne et (780.519) comprimés psychotropes ont été saisis, et ce, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires".

"A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté (151) individus et saisi (23) véhicules,

(59) groupes électrogènes, (44) marteaux piqueurs et des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". De même, "(9) autres individus ont été appréhendés et (6.720) litres de carburants et (4) tonnes de denrées alimentaires, destinés à la contrebande, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes", poursuit la même source. Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de (153) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (212) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan.

APS

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

La réindustrialisation de l'Afrique a-t-elle commencé ?
L'Afrique nouvelle usine du Monde

Et si votre prochaine batterie, vos vêtements et chaussures, votre voiture ou votre téléphonie venaient d'Afrique ? Est-il fini le temps de l'exportation des matières premières brutes. En 2025, des usines sortent de terre d'Alger à Johannesburg, d'Addis-Abeba à Lagos en passant par Kigali. L'Égypte devient la plateforme industrielle pour l'Europe et le Moyen-Orient. Le Nigeria et le Kenya montent des chaînes agro et tech. Le Rwanda mise sur le pharma et la tech. L'Afrique du Sud et la Tanzanie transforment leurs minerais sur place. Cette évolution est corroborée par l'accueil des IDE (28% d'Investissements Directs Étrangers en Afrique en 2025). Les IDE dans l'énergie solaire se concrétisent ; près de 40% des nouveaux investissements dans les ENR se font en Afrique. Mais, surtout ce sont des usines qui quittent la Chine, devenue moins compétitive, pour les industries manufacturières de base. L'Afrique ne veut plus être le sous-sol du monde. Elle veut devenir son "atelier". Un pari risqué. Les expériences d'IDE massifs dans

certains pays en Afrique et en Asie ont laissé parfois un endettement pour le pays et un cimetière de ferraille. Mais beaucoup de succès aussi dans d'autres expériences. La ZLECAF a joué un rôle même si tous les mécanismes ne sont pas encore mis en œuvre. Elle a été le principal moteur de cette dynamique, grâce à 1,4 milliard de consommateurs et des droits de douane réduits de 90%. Une usine au Rwanda peut vendre au Ghana sans taxe. Une usine en Égypte peut viser l'Afrique de l'Est. Pour la première fois, le marché intérieur africain compte. En 2025, les échanges interafricains ont atteint pour la première fois le niveau de 14%.

Les leviers de croissance sont encore articulés aux ressources naturelles, l'énergie et les minerais locaux ; mais les pays exigent une valorisation locale. Le potentiel Solaire au Maghreb et au Sahel est immense. Le Lithium au Zimbabwe, le cobalt en RDC, le nickel en Tanzanie. Les batteries en RDC, l'acier en Afrique du Sud et en Algérie, les engrais au Nigeria. En Algérie, le choix est plutôt

tourné principalement vers l'investissement national (public et privé) avec des options d'IDE dans certaines branches (énergie, agroalimentaire, sidérurgie, ...). La délocalisation des usines vers l'Afrique est une réalité aussi. En Chine les salaires ont doublé en 10 ans, les coûts logistiques ont grimpé parfois de 200% en raison des problèmes géopolitiques, la traversée vers l'Europe et les USA prend plusieurs mois. La Chine, après ses succès dans la manufacture déplace sa stratégie vers les industries technologiques. Elle même déplace ses usines vers l'Afrique, l'Éthiopie et l'Égypte en sont les principaux bénéficiaires. L'Afrique de l'Est, en particulier l'Éthiopie, attire le textile. L'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc prennent l'automobile et l'électroménager. L'Égypte est le leader africain dans l'accueil des IDE, y compris ceux venant de Chine (dans les aciers spéciaux), l'Éthiopie, le Kenya et le Rwanda prennent la tech et le pharma. Les politiques récentes d'industrialisation des pays africains n'ont pas suivi le

même modèle. Certaines ont privilégié le modèle autocentré et souverain (Algérie, Nigéria), d'autres ont une préférence et une priorité affichées pour les IDE et d'autres avec des variantes : capital national, IDE et Zones franches ou ZES (Zones Économiques Spéciales). Certains pays exigent une participation du capital national dans les nouvelles sociétés étrangères à au moins 30% du capital (Rwanda). En matière d'IDE, l'Afrique absorbe 28% du volume global avec un total de 70 Mds de \$ en 2025. L'Égypte se classe au premier rang des pays d'accueil en Afrique avec 11 Mds de \$, suivi du Mozambique, 6 Mds \$, de l'Éthiopie 4 Mds \$, de l'Ouganda 3.3 Mds \$, Cote d'Ivoire 3.1 Mds \$, RDC 2.9 Mds \$ (source CNUCED, 2026). L'Algérie et le Nigéria, deux géants africains ne récoltent respectivement que 1.2 et 1.1 Mds de \$. Les avantages et les inconvénients des expériences de développement industriel par les IDE ont fait l'objet de plusieurs évaluations qui restent très contrastées.